

# « *La culture en mouvement* » *dans quel sens ?* »



collectif urgence d'acteurs culturels

## débat public à l'initiative du Couac **Collectif Urgence d'Acteurs Culturels**

mardi 16 février 2010 - salle Osète, espace Duranti - Toulouse



Le Couac - 12 rue Ferdinand Lassalle 31200 Toulouse  
Tél +33.5 61 22 95 41 - Mél : [contact@couac.org](mailto:contact@couac.org)  
Web : [couac.org](http://couac.org)





« *La culture en mouvement* » est le titre du projet culturel établi par la Ville de Toulouse et présenté publiquement le 16 mars 2009 au théâtre Garonne.

Ce document est téléchargeable sur le site internet [www.toulouse.fr](http://www.toulouse.fr) ainsi que sur le site du Couac à cette adresse : [http://couac.org/IMG/pdf/ WEB ProjetCulturel OK-.pdf](http://couac.org/IMG/pdf/WEB_ProjetCulturel_OK-.pdf)

Un premier temps d'échange entre acteurs s'est tenu à Mix'Art Myrys le 30 mars 2009.

Le compte-rendu a été publié sur un espace forum, là : <http://couac.org/forum/viewforum.php?f=1>

Crédit photo de couverture : Fabien Maguin pour Station-Capitole - [www.station-capitole.info](http://www.station-capitole.info)

Prise de son : Fatima Guevara (Tv-Bruits, Canal Sud). Captation vidéo : Tv-Bruits

Retranscription des échanges : Irène Rzewuski (Couac)

Rédaction des notes en marge et mise en page : Fred Ortuño (Couac)

Les propos mentionnés ici n'engagent que leurs auteurs

Merci à l'ensemble des acteurs mobilisés pour l'organisation de ce débat ainsi qu'aux nombreux participants

**Vous pouvez retrouver ce document en ligne sur [www.couac.org](http://www.couac.org) et le télécharger librement**

## *La culture en mouvement : dans quel sens ?*

L'objectif de ce débat était à la fois de poser un regard émanant d'acteurs culturels sur la mise en oeuvre du projet culturel porté par la Ville de Toulouse (depuis sa présentation publique le 16 mars 2009) et d'échanger avec l'ensemble des personnes présentes pour tenter d'établir un premier bilan intermédiaire. Si «la culture [est] en mouvement», il est légitime de s'interroger autant sur la nature de ce mouvement que sur sa fonction. Où en est-on ? Où va la culture ? Et pour quoi faire ?

En préparant ce débat, il nous a semblé opportun de demander à Jean-Michel Lucas, universitaire, ancien directeur régional des affaires culturelles d'Aquitaine et plume habile sous la signature de Doc Kasimir Bisou, de venir apporter son regard qualifié et distancé, histoire aussi de nous aider à faire un revitalisant pas de côté.

L'ensemble des élu-e-s et conseillers délégués «culture» ainsi que, plus largement, l'ensemble des élu-e-s dont les attributions sont de nature à croiser les politiques culturelles (urbanisme, politique de la ville, éco-quartiers...) ont été invités. Tou-te-s ne sont pas venu-e-s et nous le regrettons, mais la première adjointe à la culture était bien là.

*So what ?*

Ce document reprend l'intégralité des interventions successives et offre aussi une lecture synthétique dans les marges. Au delà du document d'information et de la photographie qu'il offre à un instant «t» sur le paysage culturel et politique, cet ensemble de propos offre également une approche plus distancée et thématisée (cf.lexique). Il se veut donc autant un document d'information que document ressource sur lequel il est possible de s'appuyer pour réenclencher un échange et aller plus loin.

*Un débat public en présence de la première adjointe au maire en charge de la culture*

*Face aux urgences portées par les acteurs, quel rôle doit/peut jouer une collectivité comme la Ville de Toulouse ?*

*L'objectif est de porter un regard rétrospectif sur la mise en place du projet culturel, issu du processus consultatif large des Assises de la Culture, qui a tenté d'animer le débat sur les politiques culturelles*

*Un nouveau dispositif, un nouvel événement... mais assez peu de réalisations concrètes dans la volonté de questionner des pratiques anciennes*

*Des tentatives de restructuration de filières, de nouvelles politiques de l'offre et de mise en lumière par le biais de nouveaux temps à visée fédératrice (Toulouse Estive, Toulouse en Piste, Toulouse Créative...)*

*Une volonté de participatif, de consultatif, de concertatif, de co-constructif...*

**Joël Lécussan, coordinateur de Mix'Art Myrys, président du Couac :**

Bonsoir à toutes et à tous, et bienvenue à cette nouvelle rencontre du Couac. On l'a voulue circulaire pour se donner les moyens d'avoir un débat le plus « croisé » possible. On remercie Nicole Belloubet, 1ère adjointe en charge de la culture d'être présente. On va essayer d'éviter cependant l'effet « ping-pong » c'est-à-dire que les propos ne soient adressés qu'à l'élue et que sa parole ne soit renvoyée qu'aux gens présents dans la salle. On va tenter d'avoir réellement une discussion croisée. Les discussions sont enregistrées et filmées avec votre aimable autorisation, il sera donc fait un compte-rendu le plus objectif possible. On ne va pas représenter le Couac, c'est un collectif d'acteurs très divers, qui tente de porter cette notion de collectif, qui est difficile par les temps qui courent, peut-être que chacun d'entre vous le sait et le ressent un peu. Les resserrements généraux qui s'opèrent nous amènent de plus en plus, nous en avons l'impression en tout cas, à des logiques de survie, qui fragilisent forcément les dialogues de collectif. De plus, comme on a une mairie qui fait des promesses à tout va et à plein de gens, ce n'est pas ça qui favorise beaucoup les formes de collectif. Vous pourrez répondre à cela Madame Belloubet bien évidemment. Pour autant, on a mis en place cette rencontre, dans le souhait et le souci de partager un regard sur ces 2 dernières années. 2 ans que l'équipe municipale en place, est élue, après les Assises de la Culture qui ont occupé une bonne part de la première année d'exercice. Exercice démocratique hautement louable même si à des endroits, on a pu faire quelques critiques sur la mise en forme, mais ce dialogue n'existait tellement pas par le passé qu'il était certainement nécessaire qu'il y ait cette espèce de caisse de résonance où tout le monde tente de se faire connaître, reconnaître, et de dire ce qu'ils pouvaient penser à la fois de son projet souvent et des politiques culturelles en général. Ces assises qui ont donné lieu à une bible, d'une certaine manière, un document écrit, des engagements, « la culture en mouvement », et c'est pour ça que ce soir, on va se poser la question du sens donné à ce mouvement... Il y a des choses qui ont été faites, manifestes, on va en citer quelques unes, et ce ne sera pas exhaustif, mais donc, au-delà de ces Assises, au-delà de ce document écrit qui fait référence, et sur lequel peuvent s'appuyer à la fois les populations, les acteurs, les citoyens, il y a Toulouse'up qui a été mis en place, qui a démarré. Il y a le festival la Novela qui a connu sa première édition avec un dépassement de budget qui a fait un peu hurler dans certaines chaumières, et je crois d'ailleurs que le budget de cette année sera quelque peu diminué - là il y aura peut-être des informations à apporter. Il y a eu la tentative de re-questionnement de Rio loco, dont on ne sait pas de quelle manière elle aboutira et si elle va aboutir, qui a été portée à la fois par le Couac, et par un certain nombre d'acteurs soucieux de savoir ce que pouvait être, quel sens pouvait porter un festival municipal. Je vous rappelle que Rio loco est en régie directe et donc directement associé et porté par la ville, par la mairie de Toulouse. Il y en a eu des choses, j'en oublie très certainement, pourtant je m'étais fait un listing un peu plus long que ça... « Toulouse en piste » qui se met en perspective. La mission sur les musiques actuelles qui est en cours, dont on attend quelques résultats. « Pause musicale », « Job » en perspective, le CCAC, Conseil Consultatif des Arts et de la Culture, qui a fait sa première réunion et tenu sa première séance. Et puis il y a aussi l'inscription à l'Agenda 21 de la Culture de la ville de Toulouse. Donc encore une fois, inventaire non exhaustif, et sur lequel nous allons être amenés à échanger.



Je vais passer la parole à Salah pour qu'il nous reprecise un peu dans quel contexte on va tenter de mener ces discussions et ce débat, pour tenter que ce soit le plus fructueux possible.

**Salah :** Quand on a voulu cette rencontre-là, non seulement échanger sur ce que vient d'évoquer Joël, mais aussi, ça me paraît important, de dire et de pouvoir échanger sur nos places à nous, sur ce qu'on attend en tant qu'acteurs, et sur le rôle qu'on entend jouer pour ne pas seulement être dans un échange avec la ville et des aller-retour, des questions, etc, mais bien pour être dans un débat, et y compris entre nous. C'est aussi dans cet état d'esprit qu'on a préparé la réunion, puisqu'une des questions qu'on s'est posé, c'est justement sur la démarche. Joël l'a évoquée, au-delà de cette démarche qu'il y a eu depuis l'élection de mars 2008, qui a conduit

*« les Assises de la Culture ont agi comme une caisse de résonance où tout le monde tente de se faire connaître, reconnaître, et de dire ce qu'il pense à la fois de son projet (souvent) et des politiques culturelles en général... »*

les Assises, qui a conduit à la « Bible », je n'oserai pas dire le « Coran » au vu de mes origines... on s'est beaucoup posé la question en préparant cette soirée, de savoir où on en était en terme de démarche, de participation des acteurs. Dans nos réunions de préparation - on a préparé ça à une dizaine - se

pose la question du type d'échange qu'on peut avoir, de la participation des « acteurs » et aussi tout simplement des toulousains, aux différentes thématiques qui sont proposées dans le cadre du projet culturel. Pour la forme, ce qu'on vous propose ce soir, c'est d'avoir une première discussion pendant une première ½ heure, que vous vous exprimiez sur ce thème-là, où on en est du projet culturel, des questions que vous vous posez ou des avis que vous pouvez donner. Ensuite, on demandera à Jean-Michel Lucas, qui n'est pas toulousain, et on a trouvé intéressante l'idée d'avoir un éclairage, un point de vue qui nous sorte le nez du guidon, et qui nous amène vers d'autres réflexions, au-delà d'un échange simplement acteurs/mairie. Après, c'est vous qui faites la discussion.

**Joël :** Pardonnez mes ratés avec le petit rappel de ce qu'on peut estimer qui est en train de se faire ou qui s'est fait, il y avait aussi la redéfinition du cahier des charges, notamment des grands festivals, des grands événements tel que le Printemps de septembre, je crois qu'il y a eu des mouvements de mise en réseau d'un certain nombre de galeries et d'acteurs des arts contemporains. C'est quand même intéressant de voir ce qu'il en est de l'évolution de ces cahiers des charges concernant ces grands événements, Printemps de septembre, Marathon des mots, entre autres... Qui veut attaquer sur ces différents thèmes qu'on a évoqués, de ce qui est fait, ce qui est à faire, ce qui est en cours d'être fait... ?

**Monique Petit -** Bonsoir. Madame Belloubet, je suis déçue que vous partiez, déjà. On a commencé à travailler avec vous, et le fait que vous partiez à la Région, pour nous c'est un travail qui a été fait et commencé, on vous

*Un temps d'échanges qui propose de dépasser le seul cadre de dialogue avec l'élue pour construire une réflexion plus large entre acteurs*

*Quelle(s) démarche(s) générale(s) ou spécifique(s), les acteurs culturels peuvent-ils engager vis-à-vis des différentes thématiques déclinées dans le projet culturel toulousain ?*

*Pour permettre d'élargir l'échange, le Couac a invité Jean-Michel Lucas qui pourra apporter un éclairage extérieur*

*Dans ce que l'on peut retenir encore du projet culturel : des tentatives de redéfinition des cahiers des charges des grands événements qui se sont concrétisées par davantage de mise en réseau...*

*Une adjointe à la culture qui change d'exécutif...*

*Des regrets d'avoir à reprendre le travail d'information/transmission auprès des élu-e-s, de constater le peu d'avancées manifestes sur le dossier de la danse*

*Des retours critiques sur les procédures de demande de subvention de l'an passé, jugées très longues*

*Des décalages entre le calendrier des acteurs et celui de la collectivité*

*L'instruction des dossiers fait l'objet d'un circuit compliqué que les acteurs peinent à comprendre*

*Des améliorations ont été néanmoins constatées même si les acteurs associatifs sont souvent traités après les institutions*

a mis au courant de plein de choses...c'est un peu dommage. Par rapport à la danse, puisque le dossier est encore...je ne sais pas s'il est chaud, froid...ce qu'il est...Donc avant que vous partiez, si c'était possible de nous dire, le dossier est en cours depuis plus d'un an, on avait demandé une réunion « danse », qui s'est tenue après les Assises, début décembre 2008. Il n'y a pas eu de compte-rendu. Il devait y en avoir un, il n'y en a pas eu. On n'a pas de nouvelles du tout. Donc on ne sait pas ce qui se trame. On n'a eu aucune amélioration, toujours pas de dynamisme au niveau de la danse. Je commence par un point qui est un peu négatif. Après j'espère qu'il y aura d'autres personnes qui parleront sur des choses qui se sont améliorées. Moi en tout cas, au niveau de la danse... Deuxièmement, les procédures de l'an dernier ont été dramatiques pour les structures, je ne pense pas que je sois la seule. On a totalement planté une structure, 6 mois d'inactivité, pour des longueurs absolument insupportables, bon, que vous avez connues, reconnues, etc. Mais vraiment, cette expérience a été très mauvaise.

**Joël :** Tu peux préciser peut-être les déboires administratifs que tu évoques ?

**Monique Petit -** Déboires administratifs, donc il y a eu une procédure Cerfa, on va l'appeler comme ça. Cerfa, c'est des imprimés qui sont faits au niveau national par l'administration. Les demandes de subvention, il y a normalement un imprimé type Cerfa, que la ville de Toulouse a voulu mettre en place l'an dernier, tout de suite. Les dépôts de dossiers avaient été faits, il a fallu recommencer, faire des cerfa de force, pour les envoyer à la direction financière. Je comprends qu'il y ait à un moment donné un service global qui veuille centraliser toutes des demandes pour après les suivre, savoir si elles sont instruites, etc. Mais la mise en place a été très dure à mon avis, pour la ville de Toulouse. Peut-être il n'y avait pas assez de gens. Les 450 dossiers...vraiment ça a été très dure. J'admets ça, mais la mise en place au moment où il faut, où il y a l'instruction, donc au lieu de le décaler dans le temps, c'est pas bon. Et puis après, les études des dossiers ont mis des plombes. Toutes les équipes indépendantes ont été traitées après les institutions, ça, on a l'habitude, mais là, c'était terrible. Voilà, donc nous, on a vraiment pris des risques sur 6 mois... Donc j'espère que cette année, pour toutes les structures, l'instruction va se faire dans les délais. Ça s'est amélioré, moi j'ai déjà reçu fin janvier les accusés de dossiers « instructibles ». Donc ça va quand même plus vite que l'an dernier. Mais après, est-ce que derrière, les dossiers vont vraiment être instruits dans les temps. Ensuite, toujours par rapport à ces procédures, il n'y a toujours pas eu de réunion qui aurait pu réunir l'ensemble des gens qui demandaient des subventions, puisqu'on en avait fait part. Quand on voit ce cerfa, et pourtant c'est mon métier, depuis plus de 30 ans, là, les gens ils sont désespérés. Ils disent que c'est un truc de professionnel. Il y a un budget de fonctionnement, après l'action, le compte rendu de l'action de l'année d'avant, même si on avait pas fait de Cerfa l'an dernier, faut quand même faire les compte-rendus d'action. Donc il faut recommencer à travailler sur l'année écoulée, l'année d'avant. Il y a des gens qui, en entretien, s'entendent dire « mais ça, ça va pas du tout là, il n'y a pas le 50% du machin du truc »...Alors je tombe des nues, il n'y a jamais eu de règle de 50% de quelque chose, on n'est pas du tout obligé d'avoir des autofi-

nancements, des cessions, des ventes... ça n'a jamais été dit que dans un budget, on devait avoir des subventions à tel niveau, etc. Si ça existe, ces quotas, il faut qu'on le sache. Il faut qu'on sache quelles sont les règles du jeu. Il y a un gros problème pour remplir les demandes de subvention actuellement. Je pense qu'il faudrait qu'on connaisse les règles du jeu. Ce serait bien pour tout le monde, même pour vous. Vous n'auriez pas, la ville de Toulouse, des dossiers qui tombent à côté, ou qu'il faut recommencer, ou qui ne sont pas lisibles... Et il y a quand même une désespérance devant ces imprimés. Il y a des gens qui trouvent que c'est trop compliqué.

**Williams Bloch, Avant-Mardi :** Je ne vais pas vous demander ce qu'il en est de la politique de soutien aux musiques actuelles puisqu'il n'y a pas encore d'arbitrage. Par contre, on est assez impatients, on espère que ce sera avant les élections régionales, tant que vous êtes là. Nous, notre structure, financièrement, ça n'a pas beaucoup bougé, mais bon, ce n'est pas forcément le problème. On a quand même eu une collaboration assez constructive. Pas mal d'instruction de dossier, on peut rajouter Toulouse in Bikini qui vient de sortir comme dispositif, on va travailler aussi sur Toulouse'up, on a un rapprochement avec le service socio culturel, et d'autres services, communication, etc. Choses qu'on avait pas avant. Donc techniquement, une amélioration des dialogues, et on attend avec impatience la politique annoncée. Je peux dire un aspect technique positif. À venir aussi, puisqu'on a une collaboration à venir sur la fête de la musique, sur des choses très pratico-pratiques. Mais en même temps, c'est notre souci. Donc on apprécie cette chose-là. Et on attend, on se positionnera une fois la politique annoncée. Ce que je regrette quand même, c'est le fait qu'on n'ait pas eu de réunion de concertation. Notamment ce qui avait été fait lors des assises, c'est à dire des réunions techniques. On nous avait promis qu'elles continueraient, effectivement, même elles ne s'étaient pas super bien passées, on a aimé justement qu'il y ait ce type de concertation renouvelée, au vu du contexte un peu problématique du secteur. Et pour l'instant, on n'a rien vu venir.

**Nicky Tremblay, Dell'Arte :** Nous organisons, entre autres, le festival des rencontres Toucouleurs. J'ai bien entendu la consigne, on est pas là pour un dialogue avec Nicole Belloubet. On a préparé un petit bilan, on a repris le programme culturel de la ville un petit peu point par point, avec quelques constats, critiques, interrogations. En introduction, je voudrais quand même saluer l'initiative du Couac, puisque, nous, nos interrogations sont vraiment sur les modes actuels de gouvernance que la ville met en œuvre. Quand je dis « gouvernance », je parle en terme de réelle concertation avec les acteurs. Donc, c'est vrai que ce type de rencontre y participe aussi en partie mais ne permet pas de combler l'insuffisance à notre sens de la part de la Ville. Après, je vais reprendre des points qui nous concernent directement, puisqu'on a été interpellé là-dessus sur différents habitants et acteurs des quartiers, notamment sur le plan jeunesse. Toulouse'up, il y a eu 13 projets retenus sur 240 présentés, avec une enveloppe de 50 000 euros. Nous on s'interroge toujours sur les critères. On a eu beaucoup de retours de jeunes de quartiers qui n'ont pas eu de réponse concrète sur le fait qu'ils n'ont pas été retenus. Et ce qui serait intéressant de savoir, c'est combien de projets ont été retenus sur les quartiers, puisque nous essayons justement de travailler sur un rapprochement entre les quartiers et la ville.

*Des procédures qui apparaissent encore très peu lisibles malgré des demandes répétées d'explication de la part des acteurs sur les « règles du jeu »*

*Dans le domaines des musiques actuelles, des avancées sont notées en termes de nouveaux dispositifs, de nouvelles collaborations entre les services...*

*même si les arbitrages tardent encore à se faire connaître*

*Trop peu de concertation sur ce domaine suite aux Assises, les acteurs sont restés sur leur faim*

*Ce débat a le mérite de faire émerger des interrogations sur les modes de gouvernance...*

*...qui permettent de mettre en lumière les insuffisances de la Ville*

*Absence de lisibilité sur les critères des bourses Toulous'Up...*

*Manque d'informations sur des projets issus des quartiers populaires et qui n'ont pas été retenus*

*Manque de moyens pour mettre en place des actions d'éducation artistique et culturelle innovantes*

*manque de dialogue sur l'ensemble de ces questions, y compris pour évaluer ce sur quoi les projets sont accompagnés, voire mieux accompagnés...*

*Devant l'absence de retours et de positionnements de la Ville, nous nous posons la question de savoir si nos projets peuvent être en phase avec le projet culturel de la Ville ?*

*La question des grands événements a été âprement discutée.*

*Malheureusement les débats ont tourné court autour de Rio Loco alors qu'il s'agit d'une manifestation municipale dont le rayonnement se veut international.*

*Comment se construit-il ? Comment peut-il être partagé ? Comment peut-on travailler ensemble ? Ces questions restent-elles vaines ?*

Quid aussi de l'éducation artistique sur les quartiers ? Sur cet axe là, on est véritablement sur des projets concrets notamment pour développer des pratiques artistiques un petit peu innovantes sur les quartiers, notamment au travers du cirque, et on a des moyens qui feraient frémir plus d'un acteur. Donc quel renforcement par rapport à ça, dans quel espace c'est discuté, comment on peut travailler des projets sur le fond et autrement que sur des attributions de subvention ? Nous faisons partie des acteurs qui ont été « augmentés » (sur cette augmentation globale de 2 millions d'euros sur les acteurs associatifs), on en fait partie, donc je vais en parler. C'est vrai que le festival des rencontres Toucouleurs est passé d'un budget de 20 000 à 50 000 euros. Donc c'est plutôt bien, ceci dit, sur quel critère ?... A quel moment on discute sur le fond des projets et pas seulement sur une attribution d'enveloppe ? On avait demandé 100 000, on joue la transparence, donc on fait quoi ? On privilégie quoi ? Nous souhaitons véritablement que la concertation, la démocratie participative, je ne sais plus trop comment l'appeler, aille beaucoup plus loin, pour qu'on puisse discuter sur le fond des projets, et pas uniquement sur des enveloppes affectées, dont on ne connaît pas les critères, etc. On fait peut-être des choses qui sont pas en accord avec l'attribution des subventions. Donc nous, on souhaiterait qu'il y ait des vrais espaces de concertation, de débats, d'échanges, sur le fond des projets. Sachant qu'on ne fait pas de la programmation pour de la programmation, on essaie de défendre autre chose. Est-ce qu'on est en phase avec le projet culturel de la ville ? Il nous semble que oui, mais on aimerait pouvoir le travailler un peu plus sur la durée. Ensuite, sur la question des événements, des grands événements. Nous on a été un petit peu en tête de liste pour remettre en cause les gros événements budgétivores et de communication sur la ville de Toulouse. Je pense que tout le monde se rappelle de l'épisode sur Rio loco, on ne va pas revenir là-dessus. On a le sentiment de s'être fait rouler dans la farine. On avait mis en place une stratégie, on avait rencontré Nicole... Je ne veux pas du tout un dialogue, mais puisqu'on porte un débat public, voilà, que tout le monde soit informé. On avait posé un certain nombre de questions, non pas qu'on soit contre Rio loco, c'est pas notre propos, on n'est pas contre des manifestations à rayonnement international etc, si tant est qu'on puisse en débattre, c'est quoi un événement à rayonnement international ? Mais au moins qu'on puisse discuter sur le fond, et en tout cas sur la question de l'irrigation sur le territoire, il me semble qu'on a quand même une place à tenir, notre mot à dire. Peut-être des choses à faire ensemble. Ça s'est pas fait, on le regrette, on est plutôt énervés sur ce coup-là, on va parler clair, puisque c'est un débat public démocratique. On est un peu fâchés quand même là. On a le sentiment de s'être fait un petit peu bananer, d'autant que Rio loco est reconduit. « On prend les mêmes et on recommence ». Le cahier des charges a changé ? On n'en sait rien, on n'a pas été associés sur la construction du cahier des charges. C'est un petit peu de la même teneur ce que j'aurais à dire sur le maillage entre les institutions culturelles et les acteurs associatifs. Il y a eu le premier lundi

« Est-ce qu'on est en phase avec le projet culturel de la ville ? Il nous semble que oui, mais on aimerait pouvoir le travailler un peu plus sur la durée »



de la culture après les Assises, sur l'exemple qui est porté par Lyon, qui est tout à fait honorable, qu'on connaît pour certains. Mais en même temps, on émet un peu des réserves. Qu'il y ait une commande politique qui soit portée en direction des institutions culturelles, on ne peut que s'en réjouir, mais je pense qu'elle serait d'autant plus constructive et partagée si elle était construite en amont avec les acteurs culturels concernés. Or ce n'est pas le cas, puisque en tant qu'acteurs culturels - ou alors peut-être on n'est pas acteurs culturels, je me suis gourée ? - , mais si on est acteurs culturels, on souhaite travailler avec les institutions culturelles et donc participer activement à la construction du cahier des charges. Parce qu'il me semble qu'on a quand même des choses à dire ou à faire valoir.

**Joël Lécussan :** Là, tu fais référence à la charte de coopération qui a pu se mettre en place à Lyon.

**Nicky Tremblay :** Exactement. Je rajouterai juste 2 points : Un point qui est développé dans le projet culturel sur « rayonnement international et européen ». C'est vrai que nous, on est peut-être sur les quartiers, alors forcément, on n'est pas calculé. Mais ceci dit, on travaille à l'international depuis 10 ans, avec les pays du sud et notamment des projets de coopération décentralisée. Et on avait proposé dans le cadre des assises que soient déjà inventoriés, répertoriés, identifiés les acteurs qui travaillent déjà à l'international pour valoriser un peu la démarche des acteurs culturels du territoire. Et enfin le dernier point : accompagner la transmission des mémoires et des cultures, même si c'est vrai qu'on n'est pas fer de lance sur cette thématique-là, on y contribue, par le travail sur les représentations sociales des quartiers, et il nous semble que ce chantier est resté en suspend, en espérant qu'il ne reste pas trop longtemps en suspend. On a fait des propositions de notre côté, avec le Tactikollectif qui avait lui aussi fait des propositions. C'est un petit peu pour le moment en stand by, et on est sur notre faim, parce qu'on pense que ces questions-là, ne peuvent que contribuer à des rapprochements, des passerelles, voir des viaducs, entre les quartiers et le centre ville.

**Paul Chiesa, audiovisuel :** Je voulais saisir la balle au bond de ce qu'elle a dit, notamment par rapport à Rio loco, sur 2 aspects. Je ne veux pas spécialement m'adresser à Nicole Belloubet, parce que ce serait important que chacun fasse un bilan, entre nous, et qu'on s'adresse pas forcément à elle, sur le thème de la revendication. Ce que je voulais dire par rapport au projet culturel, qui a été élaboré sur un temps relativement long, qui a été écrit, et bien écrit, je pense que sur les aspects de contenu que tout à l'heure Nicky signalait, il pouvait nous satisfaire, sur le contenu, tel qu'il est écrit. Dans mon secteur, ce que l'on demandait depuis une dizaine d'années est à priori acquis. Puisqu'on demandait depuis une dizaine d'année que TLT puisse avoir les moyens de co-produire des films de création, que ce soit des fictions, des animations, ou des documentaires. Ce qui est possible puisque 300 000 euros ont été inscrits au budget primitif de 2010. Donc pour moi, c'est quelque chose de positif. Après, j'ai une autre remarque que je voudrais faire, pour garantir un peu ces aspects positifs, en parlant de Rio loco. Tout le débat qu'il y a eu autour de Rio loco quelque part a été entendu dans certains secteurs peut-être de la Mairie. Mais je ferais référence à une lettre qu'avait envoyée le Couac au maire de Toulouse, et

*La question de la relation à construire entre institutions culturelles et acteurs associatifs reste encore en suspend*

*La dimension internationale (rayonnement, coopération) nécessite là encore un croisement avec les acteurs associatifs*

*Le travail sur les mémoires, les représentations sociales, culturelles des habitants des quartiers ne doit pas être déconnecté de cette réflexion globale sur le projet culturel*

*Le secteur de l'audiovisuel demandait depuis des années que Télé Toulouse (TLT) ait des moyens de co-production pour des films de création*

*La Ville a répondu à cette demande*

*Sur Rio Loco, il y a (eu) manifestation des problèmes de compréhension...*

*...des enjeux politiques, culturels et artistiques posés par les acteurs autour de l'appel «Rio sans Locaux»*

*La Dépeche du Midi a pris le contrôle de la régie publicitaire de TLT : qui a l'argent a l'éditorial... que va faire le groupe La Dépêche ?*

*Après le départ de Nicole Belloubet, qui garantira le projet culturel mis en place par la Ville ?*

*N. Belloubet : « c'est le Maire »*

*Comment se poursuivra la dynamique impulsée lors des Assises ?*

*Les acteurs se sont peut-être laissés endormir par l'effort louable de concertation et l'augmentation du financement de quelques projets*

*Mais le marasme des acteurs culturels associatifs n'oblige-t-il pas à dépasser ce premier horizon d'attente ?*

sa réponse. Et sa réponse, on ne sait pas du tout si le maire de Toulouse s'adressait au Couac, ou au comité de soutien à Rio loco. Ça nous a mis dans une interrogation très grande. Deuxième questionnement, je parlais de TLT. C'est très bien, budget primitif 2010, TLT existe depuis 22 ans, il faudrait que ce soit inscrit au budget primitif de 2011, 2012, etc. Et par exemple, événement il y a à peu près un mois, la régie publicitaire de TLT est passée à la Dépêche. La dépêche veut ça depuis 10 ans ou 15 ans. Et on sait très bien que qui a la régie publicitaire, a l'argent et qui a l'argent, a l'éditorial. La question que je me pose aussi, c'est peut-on faire confiance au groupe la Dépêche de Toulouse pour développer une politique de création culturelle dans l'agglomération toulousaine. Ça c'est une deuxième interrogation. Et la troisième interrogation, quand on parlait de projet culturel écrit, je ne pense pas que ce soit la qualité des gens qui fasse la cohérence de projet, je pense que c'est la volonté politique. Jusqu'à maintenant, la seule institution sur le territoire, à qui on pouvait s'adresser pour des questions culturelles, c'était la Région, depuis la disparition de l'État, des interventions de l'État dans ce domaine-là. Et ma troisième interrogation, c'est est-ce que ça va continuer ? Le projet culturel de la mairie, qui pourra le garantir ? Au vu des deux premières interrogations que j'avais signalé.

**Nicole Belloubet :** C'est le Maire, évidemment. Il le garantit d'ores et déjà.

**Nicolas Bordes, Musicophages** (membre du Couac) : Je suis très étonné que vous veniez seule Mme Belloubet à ce débat. Puisque tout le monde le sait, vous êtes n°2 sur la liste régionale, comment se poursuivra selon vous la dynamique culturelle impulsée lors des assises, comment ce sera relayé, par qui...ça pose cette question de la gouvernance.

**Nicole Belloubet :** Je ne suis pas seule, il y a ici au moins 2 conseillers municipaux, Antoine Maurice, et Danielle Charles. Donc 2 conseillers municipaux, pas forcément de la même obédience que moi. Mais ce n'est pas grave.

**Nicolas Bordes :** Bon, parce que la question de la gouvernance a été déjà soulevée, c'est quelque chose dont on a discuté aussi, ça fait partie des questions qu'on se pose. Et du coup, je reviens cette fois vers « nous », quel contre feu on a allumé ? Est-ce qu'on s'est pas laissé aussi quelque peu endormir, assoupir, par cette certes louable mouvement de concertation d'assises. On a tous reçu notre bout de gras en plus, dès fois un petit peu plus. Alors je nous pose la question : on est dans un collectif qui est le Couac qui existe depuis 2001, c'en est un de contre-feu... mais qu'a-t-on allumé ? est-ce qu'on ne s'est pas laissé endormir ? Quelles contre propositions a-t-on vu émerger ? Est-ce qu'on n'est pas trop en position d'attente ? Et du coup, on est 2 ans après, on est tous la langue pendue dans un secteur culturel qui globalement, tourne au marasme. Donc moi, j'aimerais bien aussi, si ce n'est pas un débat unilatéral, entre nous aussi, qu'on se pose cette question... D'où et comment peut venir une réaction ? Je ne vais pas développer plus, mais c'est un sentiment que j'ai.

*« c'est la volonté politique qui fait avant tout la cohérence du projet »*

Arrivée de Régis Codec, élu aux éco-quartiers (groupe Vert).

**Nicole Belloubet** : Je salue l'arrivée d'un troisième partenaire,

**Joël Lécussan** : Petite précision supplémentaire, donc là, nous avons évoqué le problème du sens, en faisant très résumé, on a évoqué la danse, on a parlé des disciplines, où est-ce qu'elles en sont. On ne sait pas où ça en est. La question d'un espèce de flou artistique, peut-être normal pour une délégation chargée de la culture. Et là, la question qui est évoquée, c'est la question de la gouvernance, qui revient de manière récurrente. A titre d'information supplémentaire, on l'a pas évoqué dans ce qui a été fait, il y a donc 2 millions d'euros supplémentaires, ce qu'évoquait Nicky, sur la rallonge qu'à pu obtenir Dell Arte, évidemment, c'est pas la seule association qui a eu des rallonges. Donc il y a 2 millions d'euros si je ne me trompe pas, Mme Belloubet, vous corrigerez si c'est le cas, grosso modo 2 millions supplémentaires, par rapport au budget 2008 qui avait été alloué en direction des associations culturelles.

**Philippe Metz, Music'Halle** : Je vais emboîter le pas directement sur ce qu'a dit Nicolas. Effectivement, je ne sais pas si on est devenu groggy, mais je m'interroge. Je suis aussi au Couac. C'est pas la banane, et il n'y a pas le feu. Mais même contre pouvoir, oui, pas pour être forcément contre, mais pour être au moins agissant. Je ne trouve pas que, est-ce que c'est parce que ça fait tellement d'années qu'on est tellement atrophiés par tellement peu de communication et d'échange que d'un seul coup, on ne sait plus comment faire ? Heureusement que quelques uns ont bûché les questions du théâtre pour que par rapport à la Digue, par rapport à une restructuration, ils en parleront mieux que moi, les choses bougent un peu. Tout ça pour dire que si on y est pas de façon forte et structurée, en face c'est d'autant plus compliqué. Pour dire aussi, on est quand même pas très loin, ça fait combien de temps que vous êtes là, ça fait 1 an ½, 2 ans. Donc je trouve qu'il y a eu beaucoup de choses, il y a eu un côté un peu, quand on réfléchissait à tout ça, voir un côté un peu brouillon, un côté sur la forme dès fois un peu compliqué, ce que relevait Nicky. Après, je me dis, il y a encore 4 ans qui viennent. Il y a des choses finalement qui sont embryonnaires, qu'on ne voit pas, mais que vous allez nous expliquer, qui vont arriver dans les semaines, dans les mois qui viennent. Et qu'est-ce qui va rester de ce que vous avez impulsé ? Et quels sont les grands moments, les grandes lignes, qui maintenant qu'on a jeté les fondements, qui vont gouverner les choses. Alors c'est vrai que tu demandais qu'on fasse un bilan, nous pour ce qui est de l'enseignement, on sent petit à petit que des choses avancent, on arrive à se parler mieux entre nous et d'autres, les institutions comme le conservatoire, le CND, etc. Donc il y a un dialogue, un parler franc, des choses qui se construisent et petit à petit prennent de la hauteur. Après, on sent très bien qu'il y a, vous le disiez tout à l'heure, c'est le maire qui va se porter garant, il y a aussi ce jeu-là. Même si vous êtes la 1ère adjointe. Et donc dans tout ça, quels sont les repères qui vont arriver, pour continuer à se bagarrer, à se confronter, et à construire avec vous.

**Joël Lécussan** (à Nicole Belloubet) : On ne sait pas exactement s'ils vont vous regretter ou s'ils attendent de savoir quel va être le successeur.

*La question de la gouvernance revient de manière récurrente.*

*Précision sur le montant de l'augmentation du financement redistribué aux acteurs : elle a été de 2 millions d'euros environ entre 2008 et 2009*

*La situation interroge l'ensemble des acteurs sur la nature du rapport de force nécessaire et toujours à construire après tant d'années d'effort de leur part pour construire un cadre de dialogue*

*Un effort toujours présent que prouve le travail de propositions sur la structuration de la filière théâtrale*

*A l'image de ce qui se fait sur les questions d'enseignement, des choses avancent, le dialogue se construit*

*Il reste 4 ans pour confirmer de manière décisive les premiers axes avancés par la Ville et permettre à l'ensemble des acteurs engagés de pouvoir mieux se repérer et se bagarrer...*

*Le bilan de la mise en oeuvre du nouveau projet culturel municipal est assez décevant*

*Les problèmes de rupture territoriale, culturelle, géographique n'ont pas été suffisamment pris en compte*

*La question culturelle ne peut certes pas tout résoudre : elle doit donc être intégrée dans un ensemble plus vaste*

*Les acteurs ont à s'interroger sur leurs pratiques, leur mode d'organisation, leurs moyens, (pas seulement financiers) d'impliquer les habitants*

*Le travail de partenariat, de co-élaboration avec le politique doit conserver une approche critique*

*Ce débat est à porter au sein de l'institution*

**Jamal El Arch, Association « ESMA » :** Je voudrais intervenir sur ce qui me semble du « nouveau ». En premier lieu, il est bien sûr municipal, le sens de tout le travail, de tout le processus que l'on a fait pendant les Assises, en produisant cette référence, ce livre « culture en mouvement »... Quelle application de ce contenu en réalité, après un an ½ d'exercice de pouvoir, je dirais que le bilan est très maigre. Sincèrement. Je vous rappelle juste le 1er constat de la 1ère réunion des assises. On avait dit, il y a un vrai problème en terme de rupture territoriale et de population à Toulouse, par rapport aux quartiers populaires et le reste de la ville, et on avait dit que l'action culturelle jouerait certainement un rôle important pour recréer du lien, et donc promouvoir la citoyenneté. Aujourd'hui on voit bien le débat sur l'identité nationale et les dégâts que ça fait. Si ce discours extrémiste marche aujourd'hui, si ce discours extrémiste est devenu un fond de commerce pour régulariser les problématiques sociales de fond, c'est cette rupture, elle est réelle, elle n'est pas que géographique. Et on avait même dit que la question culturelle, même si elle joue son rôle, c'est un élément insuffisant pour recréer du lien et promouvoir cette citoyenneté-là. Puisque la question dépasse largement la question culturelle, il s'agit de la mixité sociale, la mixité par rapport au logement, des questions de discrimination, etc. Donc il est vrai que je suis relativement déçu, mais en même temps, je garde un peu espoir. Pourquoi, parce que ce genre d'initiative aujourd'hui, citoyenne, montre qu'on n'est pas des acteurs infantilisés. Donc je réponds aux questions des gens ici, des acteurs qui attendent tout du pouvoir public. Je pense qu'il va falloir absolument qu'on s'interroge nous-même sur nos pratiques, nos manières et nos modes de fonctionnement, d'organisation, et qu'on soit des vrais acteurs, des acteurs culturels, mais aussi des acteurs politiques sur la ville de Toulouse. Et nous avons les moyens, nous avons les atouts, ils ne sont pas que financiers. Ils sont aussi notre capacité à s'implanter sur le territoire, notre capacité à impliquer les habitants. Parce qu'il n'y a pas que les acteurs associatifs, les habitants des quartiers ici à Toulouse, Arnaud Bernard ou Mirail. Il va falloir absolument qu'on s'interroge et qu'on casse cette attente, à chaque fois, par rapport au pouvoir public, à l'interroger : pourquoi ? comment ? L'interroger c'est légitime, mais ce n'est pas suffisant, il faut les interroger parce qu'ils ont un mandat, parce qu'on a travaillé ensemble. Et je rajouterai juste un dernier mot qui paraît important, collaborer ensemble, travailler en partenariat, ne veut pas dire perdre son esprit critique. Parce qu'on est tous là, on n'a pas forcément la même vision de ce que c'est que la culture, de ce que c'est l'histoire, la mémoire, la transmission, etc. Je pense que ces espaces, on est capable de les créer, de débattre entre-nous là-dessus, au Mirail, en ville, un peu partout, de nous connaître et d'agir. Et je pense que c'est avec ça aussi, la démocratie elle est là, c'est avec ça aussi qu'on fait bouger le pouvoir public. Et je vais aller plus loin, il faut qu'on porte le débat au sein de l'institution. Ce n'est pas que dire j'attends de l'institution quelque chose, mais je porte un débat, un regard, une manière, une philosophie de voir les choses. Et c'est comme ça je pense qu'on s'en sortira. Entendu ou pas, c'est des questions de rapport de force... Mais dans tous les cas, il va falloir absolument qu'on devienne des vrais acteurs à tous les niveaux. Et qu'on associe les habitants de ce territoire par rapport à cette problématique, qui me paraît pour moi, en tant que citoyen toulousain, importante. Je dois circuler dans la ville librement, je dois circuler dans la ville et que les regards qu'on porte sur moi soient des regards normaux,



etc. c'est ça le vrai problème.

**Joël Lécussan :** Ça nous renverra peut-être à la question du droit à la culture.

**Jamal El Arch :** Je rajoute, pour couper court à un ensemble de rumeurs, nous avons participé aux Assises, nous n'avons pas eu d'augmentation. Nous avons des subventions en fonction de nos projets, des subventions de fonctionnement, nous sommes une association petite, nomade, on n'a pas de local, on n'a rien, on agit, je n'ai jamais dit dans des réunions ce genre de chose, j'ai jamais pleuré, parce que je pense que pour faire de la culture, il faut être digne.

**Perrine Crubilé, Les Videophages :** Je voudrais aborder un sujet anecdotique, je vais parler de communication. On a du mal à récupérer des informations sur le fonctionnement de la mairie. Je dis ça parce que ça s'est relaté dans plusieurs anecdotes, notamment sur un événement qu'on organise, qui s'appelle la fête de l'image, qui a lieu depuis 7 ans le premier week end de juillet, et dont on s'est rendu compte, dont j'ai appris à Nantes, aux Bis de Nantes, qu'il y avait un événement ce même week end, d'envergure nationale, sur l'audiovisuel et les arts numériques. Donc qui se place un peu sur le même créneau que nous. Donc petite structure que nous sommes, et événement assez minime que nous sommes, nous avons pu déplacer l'événement sur le week end qui a suivi. Mais c'est vrai qu'il a fallu chercher longtemps sur Internet, et finalement appeler le service technique de la mairie pour connaître exactement les aboutissants de ce nouvel événement qui s'encait dans la ville. Et il en est un peu de même sur le déménagement des services techniques ailleurs... Il y a comme ça plein de petites choses au sein de la ville dont on a du mal à récupérer les informations si on n'est pas de suite en contact avec les bonnes personnes.

**Joël Lécussan :** Je pense qu'elle fait référence à la fusion des services de la communauté urbaine du grand Toulouse et de la ville de Toulouse.

**Perrine Crubilé :** Ce genre d'élément-là, on a du mal à les récupérer, comme les événements de chacun ici. C'est à dire que chaque structure qui est ici est plus ou moins aidée par la ville de Toulouse, mais malgré tout, toulouse.fr ne fait pas référence sur un calendrier, clairement, de qui fait quoi, quand, etc. C'est malgré tout assez déstabilisant. Je travaille aussi pour un festival qui s'appelle « Passe ton Bach d'abord », qui a été obligé de déménager de week end parce que le Marathon des mots avait décidé de s'inscrire sur le week end qui était à la base celui de « Passe ton Bach ». Chacun se positionne en fonction de sa force de moyen, mais c'est très fragilisant finalement. Juste pour dire que les outils de communication sont un peu fragiles.

**Joël Lécussan :** Je crois qu'il y a un directeur des grands événements qui a été nommé au service communication, est-ce que ce sera la personne qui sera chargée de gérer mieux les calendriers, les dates ? Et est-ce que le festival des Vidéophages était estampillé Toulouse créative ou Toulouse estive ? C'est peut-être ça le problème.

*Tous les acteurs n'ont pas vu le financement de leur projet augmenter*

*Plusieurs cas récents illustrent les difficultés de communication entre les projets des uns et des autres...*

*...ce qui a pour effet des télescopages de programmation sur des événements assez similaires*

*Il est de manière générale difficile d'obtenir facilement des informations*

*...et la Ville n'a pas encore suffisamment mis en place d'outils qui permettent de se coordonner de manière efficace*

*La mission du directeur des grands événements rattaché au service communication pourrait-elle répondre à cela ?*

*La question «la culture en mouvement : dans quel sens?» devrait nous aussi renvoyer vers celle du développement durable*

*Des liens sont à faire entre acteurs, porteurs d'événements éco-responsables*

*Il y a sans doute de nombreuses manières de répondre à la question du sens du mouvement...*

*Sur la question du portage essentiellement, le projet culturel est le projet du Maire de Toulouse*

**Perrine Crubilé :** C'était le cas de « Passe ton Bach d'abord » qui était estampillé « Toulouse créative ».

**Arielle Garcia, Elemen'terre :** Bonjour, moi je fais partie d'un asso qui n'est pas totalement définie « acteur culturel », mais qui accompagne les événements à avoir une démarche éco responsable, je fais partie de l'association Élément'Terre, qui propose des solutions écologiques pour l'événementiel. Et si je suis venue ce soir, c'est parce qu'on a quand même travaillé depuis 2 ans avec certains acteurs, et quand on demande « la culture, dans quel sens », j'aimerais qu'on se pose la question aussi du développement durable. Je pense qu'il y a des liens aussi à faire entre nous. On sait qu'il y a une charte de la mairie sur les événements éco responsable, et j'aimerais savoir si on arrive à travailler réellement en local. Voilà, c'était pour pointer un peu sur la question du développement durable et de la culture, et quelle culture on choisit pour demain.

**Nicole Belloubet :** Merci d'abord au Couac d'avoir organisé ce débat. Pour ne rien vous cacher, quand je ne sais plus qui m'a dit en premier que ce débat aurait lieu autour du titre « la culture en mouvement », dont nous revendiquons la paternité, puisque c'est le titre du projet culture, mais que vous l'aviez affublé d'une suite, « La culture en mouvement, dans quel sens ? », mon premier réflexe a été celui d'un grand éclat de rire. J'ai trouvé que la pirouette était excellente. Et j'étais ravie de cela. Alors il y a quelques jours, je me suis dit 'ma fille, tu ne va pas aller à poil devant le Couac, il faut que tu te renseignes sur le sens du mouvement, le mouvement du sens... Et donc j'ai un petit peu regardé : il y a un bouquin d'un philosophe, professeur au collège de France, qui s'appelle 'Le sens du mouvement', et qui explique qu'il y a un sixième sens, après l'ouïe, l'odorat, etc., il y a un sixième sens qui est le mouvement. Je me suis donc dit 'Il faut que tu achètes ce bouquin', il est épuisé. Et puis après, j'ai recherché dans une autre direction, qui est plutôt une direction de projet urbain, de mouvement des populations, qui s'appelle également le sens du mouvement. Et il est aussi épuisé. J'ai donc conclu que vous aviez choisi de débattre d'un sujet épuisant. C'est dans cet état d'esprit que je suis à l'instant devant vous. Plaisanteries mises à part, je voulais dire, mais je rentre un peu dans l'affectif, et donc c'est hors-jeu, le plaisir, même si vous êtes institutionnellement pas tant, et ce n'est pas votre propos ici, le plaisir que j'ai d'être vous ce soir et de discuter avec vous.

Toujours en propos introductif, la question que vous avez posée des différentes manières de considérer le portage du projet culturel, je dois dire très clairement, que le projet culturel tel qu'il est ici inscrit, ça n'est pas mon projet, c'est le projet du maire de Toulouse. Et ce projet, il est clairement porté, revendiqué par le maire de Toulouse. Et que donc, qui que ce soit qui l'incarne, aujourd'hui c'est moi, demain, ce sera peut-être quelqu'un d'autre, peu importe, qui que ce soit qui l'incarne, c'est le projet du maire de Toulouse, il sera porté avec la même énergie, la même volonté par Pierre Cohen. Ça c'est pour évoquer 2 ou 3 choses introductives.

Alors maintenant, par rapport à l'ensemble des questions que vous avez posées, je les ai tout simplement regroupées en partant des thèmes même que nous avons souhaité promouvoir dans le cadre de ce projet culturel. Vous vous en souvenez peut-être, puisque vous en avez été destinataires et presque co-constructeurs, on l'avait orienté sur 4 axes : métropole partici-

pative, solidaire, créative et équilibrée. Tout ce que vous dites se rapporte à l'un de 4 thèmes. Et je voudrais extrêmement brièvement reprendre cela. Métropole participative, vous avez, les uns et les autres évoqué, pour vous en plaindre ou pour vous en féliciter, les suites des assises culturelles. Monique, vous avez commencé, j'ai compris que le vouvoiement était de rigueur ce soir, donc Monique, vous avez commencé en disant que autour de la danse, il n'y avait pas eu de suite à la réunion que nous avons eu, c'est vrai, je ne vais pas inventer quelque chose qui n'a pas eu lieu. Nous sommes vraiment dans l'idée qui est pour nous extrêmement ancrée, à partir du moment où pourra naître un projet autour de la danse, et vous savez que ce projet autour de la danse on l'a toujours, et l'on a toujours l'idée de travailler autour de la Grave, pour des lieux pour la danse. Je pèse chacun de mes mots. Pour des lieux pour la danse. Et bien dès lors que nous pourrions donner le coup d'envoi de ce projet, nous retrouverons les acteurs pour travailler avec eux sur ces lieux pour la danse. A Williams qui a évoqué également du point de vue des musiques actuelles le fait que nous n'ayons pas donné suite à la 1ère réunion, je répondrais que vous avez été rencontrés à plusieurs reprises par Nicolas Meckel, que je salue ici ce soir, et qui a été chargé par la ville de Toulouse de conduire une mission sur les musiques actuelles. Et donc c'est lui qui d'une certaine manière, en vous voyant très nombreux, car bien évidemment j'ai suivi le travail qu'a fait Nicolas, c'est lui qui a continué ce travail de concertation dont nous vous rendrons compte dans quelques petites semaines. Toujours dans la question de la ville participative, je voudrais reprendre également ce qui a été évoqué autour de, je crois que c'est Nicky Tremblay qui a évoqué cette question, autour du lundi de la culture, relatif à la charte de coopération culturelle de la ville de Lyon. Au fond, notre idée que nous avons énoncée dans le projet culturel qui était et qui est pour nous une idée forte, c'est à dire vraiment, pardon, je reviens un peu en arrière, mais toujours dans ce champ-là, notre idée c'est de dire : au fond, il est nécessaire que ce que l'on appelle les institutions puissent engager un travail dans les différents points du territoire de la ville, avec d'autres acteurs, qui sont des associations indépendantes, pour construire des projets ciblés sur des territoires, des projets de territoire, portés par les acteurs du territoire, mais qui seraient également soutenus par les institutions.

Ce projet-là, à l'instar de ce que fait la charte de coopération culturelle de la ville de Lyon, nous l'avons toujours. C'est vrai qu'il se construit aujourd'hui de manière très embryonnaire, et très pragmatique, par quelques actions ici et là. Il n'est pas ordonné à ce stade, c'est un travail qui reste à faire. Mais ça s'inscrit dans ce que nous avons énoncé, dans ce que nous voulons construire. Enfin, je terminerai sur cet aspect de Toulouse métropole participative, en reprenant ce qui a été dit à propos de l'agenda 21 de la culture. C'est une démarche dans laquelle nous nous sommes engagés de manière extrêmement volontariste, tout ce qui a été fait jusqu'alors va parfaitement dans le volet participatif de l'agenda 21 de la culture, et nous continuerons de cette manière-là. En effet, le travail qui est conduit au sien du CCAC, qui s'est réuni une première fois, Mr Lecussan l'a signalé tout à l'heure, s'est réuni en décembre, et qui va se réunir le 5 mars pour la 2ème fois, avec une 3ème, une 4ème, etc.

**Joël Lecussan :** Avec un ordre du jour anticipé...

*L'ensemble des questions posées ramènent aux 4 axes du projet: métropole participative, solidaire, créative et équilibrée*

*Sur la danse, la Ville n'a effectivement pas donné suite à la réunion technique dans le cadre des Assises de la Culture*

*Mais la Ville a un projet autour de la danse, pour des lieux pour la danse*

*Sur les musiques actuelles, la mission de N. Meckel a pris le relais sur le plan de la concertation*

*Il en sera rendu compte dans les prochaines semaines*

*Au sujet de la coopération entre institutions et acteurs associatifs : cela part d'une volonté de demander aux institutions d'engager un travail sur l'ensemble du territoire urbain*

*C'est un projet toujours actuel mais qui n'est pas encore ordonné*

*L'ensemble de l'action culturelle de la Ville va dans le sens de l'Agenda 21 de la culture*

*Le Conseil Consultatif des Arts et de la Culture (CCAC) illustre cette démarche volontariste de la Ville de s'inscrire dans l'Agenda 21 de la culture*

*Un travail très lourd qui mérite d'être mieux structuré*

*A la question des quartiers, la Ville apporte plusieurs types de réponses :  
- soutiens à des projets culturels de quartier que la Ville souhaite faire monter en puissance*

*- projets d'équipement dans les quartiers, liés en grande partie au Programme Pluriannuel d'Investissement*

*Les capacités d'investissement de la Ville se montent à 120/130 millions d'euros par an tous projets confondus (transports, culture, écoles...)*

*Un travail de hiérarchisation est en cours*

**Nicole Belloubet** : Avec ordre du jour anticipé, avec dialogue avec le Couac et avec l'ensemble des participants au CCAC et avec envois de documents. N'est ce pas Mr Fourreau ? Le CCAC, c'est le Conseil Consultatif des Arts et de la Culture, qui fait directement suite aux Assises de la culture, et qui réunit une quarantaine de participants. C'est une expérience qui, à ce stade, est encore unique en France. C'est d'ailleurs un travail très lourd et qu'il faut là aussi, que l'on apprenne à structurer. Bref, tout cela pour dire que nous sommes vraiment dans le cadre de l'agenda 21 de la culture, avec la poursuite de la démarche participative, autour du CCAC et autour des lundi de la culture. J'étais un peu déçu par le 1er lundi de la culture post assises, on n'a pas eu assez de monde, on a un problème de communication, c'est vous qui le disiez Mademoiselle. Il faut sans doute que sur le prochain lundi de la culture, qui a lieu très prochainement, le 8 mars, il faut donc que nous ayons là-dessus une démarche de communication un peu plus volontariste. Voilà, donc on est vraiment inscrit je crois dans cette démarche participative, ça n'est pas un vain mot. On essaie de continuer à construire avec vous, même si nous ne pouvons pas forcément directement assumer toutes les rencontres, pourtant nous en assumons beaucoup.

Toulouse métropole solidaire. C'était pour nous le 2ème axe, et je reprends là aussi différents points que vous avez abordés. La question des quartiers a été abordée, entre autres, par Nicky Tremblay. Cette question-là est pour nous extrêmement présente et prégnante. Elle passe par plusieurs types de réponses. D'abord par des soutiens à des projets culturels de quartier que l'on veut faire monter en puissance. Je ne vais pas citer ici d'exemples précis. Mais c'est vrai que je pourrais citer Toucouleurs, que nous voudrions faire monter en puissance, je pourrais citer d'autres projets sur les quartiers que nous soutenons, que ce soient des projets culturels, je pense à un projet sur St Cyprien également que nous allons faire monter en puissance, autour d'un Marché des arts. Plusieurs éléments, je pense à des projets sur Arnaud Bernard également que nous voudrions soutenir... Enfin, il y a plusieurs projets dans l'ensemble des quartiers que nous voudrions soutenir. En termes de projet, et aussi en termes d'équipement. Sur les équipements, je ne peux pas aujourd'hui vous dire ce vers quoi nous allons nous orienter de manière précise. Parce que la question des équipements est une question qui va être tranchée dans sa grande partie dans les quelques semaines à venir. Le maire et la municipalité autour de lui souhaite conduire ce que l'on appelle un PPI, c'est-à-dire un « programme pluriannuel d'investissement ». Autrement dit, nous savons aujourd'hui quelles sont les capacités d'investissement de la ville de Toulouse. Elles tournent en gros autour de 120 à 130 millions d'euros par an. Tous projets confondus. Ça va des transports à la culture aux écoles, etc. nous sommes en train de hiérarchiser en recoupant à la fois les préoccupations sectorielles, la culture, le social, les écoles, le tourisme, etc. Hiérarchisation par thématique, par secteur, puis par quartier. Nous sommes en train de faire un mixte en discussion de tout cela, et nous devrions en mars arrêter ce programme pluriannuel d'investissement. En effet c'est très important comme vous le savez, un investissement, ça se commence une année N, ça se termine l'année N+4, globalement. Donc si nous voulons d'ici 4 ans, ce qui est notre ambition, en fin de mandat, pouvoir proposer des éléments qui ont fait bouger le projet urbain, et je prends la culture comme un élément, c'est écrit dans le projet culturel comme un dessein commun, et un



dessein commun qui est donc transversal. Si nous voulons avoir fait bouger la ville, et vous savez que la fabrique urbaine est là pour cela aussi, il faut absolument que nous soyons en mesure très vite, de dire quels sont les équipements que nous conduirons à terme. Donc dans très peu de temps, nous devrions avoir la réponse sur les équipements à la fois pour l'ensemble de la ville, dans tous les secteurs, y compris donc les équipements culturels. Et dans ces équipements-là, évidemment, c'est un secret pour personne que de dire qu'il y aura entre autres, la question de l'équipement culturel de la place Abbal au cœur de la Reynerie, sur laquelle nous sommes déjà en dialogue, avec les acteurs culturels des quartiers et au-delà avec les acteurs culturels de la ville. Il y aura aussi le quartier des sciences, j'y reviendrai tout à l'heure, qui est un croisement entre l'université et le projet culturel puisque nous sommes-là au cœur d'un élément phare du projet de Pierre Cohen qui est la culture scientifique et technique. Donc des éléments en termes de projet, et des éléments en termes d'équipement qui devraient arriver très rapidement. Je pourrais aussi dire à propos de Toulouse métropole solidaire, je vais aller un peu plus vite, que nous travaillons sur les mémoires. Pour répondre à ce qu'a dit Mr Jamal El Arch d'ESMA, et à ce qu'a dit également le Tactikollectif tout à l'heure, sur les mémoires de la ville nous sommes dans une réflexion qui est à la fois passionnante, portée par plusieurs secteurs de la ville, et nous voulons, pour une fois avec l'Etat, aller plus loin dans ce domaine-là. Il y a déjà beaucoup de choses qui ont été faites, je ne vais pas revenir sur les acquis, mais nous voulons aller beaucoup plus loin sur les mémoires. Et enfin je rappellerais, parce que certains d'entre vous ont évoqué la question de l'enseignement, je rappellerais quand même quelque chose qui n'a pas été cité par Mr Lécussan, c'est le parcours culturel gratuit. Le parcours culturel gratuit qui est pour nous vraiment à destination des jeunes du primaire, de la maternelle au CM2, qui est la volonté, en lien avec l'éducation nationale, en lien avec la Drac également, mais entièrement porté financièrement par la ville, d'offrir l'accès soit à une pratique artistique, soit l'accès à la compréhension d'une activité culturelle à tous les élèves de toutes les classes de toutes les écoles. Nous avons commencé par une expérimentation cette année avec, pour faire court, une classe par école, et nous allons bien évidemment monter en puissance d'année en année. ça c'est Toulouse métropole solidaire, et il me semble de ce point de vue-là que nous avons également avancé.

Toulouse métropole créative, bon. Toulouse Up, Nicky Tremblay évoquait tout à l'heure, quid de Toulouse Up dans les quartiers ? Je ne suis pas capable de répondre comme ça. C'est-à-dire je n'ai pas en tête, sur les 13 projets quels sont ceux qui concernent les quartiers. Je sais qu'il y a eu un projet sur les Izards, il y a eu un projet sur Shakespeare qui est un projet qui est travaillé dans les quartiers également...Je n'ai pas la réponse très précise, mais évidemment, elle est à votre disposition. Toulouse Up continuera, nous avons prévu cette année de doubler le budget Toulouse Up. C'est vrai que nous avons été un peu surpris par l'afflux de demandes. Et qu'il nous faut peut-être trouver des modalités de traitement de ce dossier. Non pas la transparence, puisque le jury était transparent, il était composé d'un certain nombre d'entre vous, tout cela s'est fait de manière extrêmement transparente...50 000 euros en 2009, on mettra 100 000 euros cette année. Toulouse métropole créative, c'est la case création de TLT, Mr Paul Chiesa y a fait allusion tout à l'heure. L'avenir de TLT, il faut quand même

*La Ville se place dans l'échéance des 4 années à venir, avant la fin du mandat pour aboutir sur l'équipement de la place Abbal...*

*...le quartier des Sciences*

*Un travail sur les mémoires est en cours, en lien avec l'Etat*

*Le Parcours culturel gratuit est aussi le signe d'une volonté forte, en lien avec l'éducation nationale, avec la Drac, mais entièrement porté financièrement par la Ville...*

*...sur un mode d'abord expérimental cette année, il s'agit d'offrir l'accès à une pratique artistique, ou à la compréhension d'une activité culturelle à tous les élèves des écoles*

*Concernant Toulous'Up, des projets sur les quartiers ont été retenus*

*Le budget global de cette bourse sera doublé en 2010 (de 50K€ à 100K€) ; il reste à trouver des modalités plus efficaces de traitement de ces dossiers*

*Sur TLT, la Ville s'efforce de convaincre d'autres partenaires et à travers le soutien financier, la Ville soutient l'emploi des acteurs de l'audiovisuel*

*La Ville souhaite encore travailler davantage sur les projets autour du numérique*

*L'enjeu du maillage territorial dans le cadre du PPI se retrouve aussi dans le lien que la Ville tente de construire entre les acteurs*

*Après les Assises, des liens se sont créés, des associations se sont créées qui peuvent faire contrepoids et gagner en capacité de travailler ensemble*

*C'est aussi le sens de la création du réseau «Toulouse Estive»*

*Que les acteurs de l'été se rencontrent et engagent un travail qui tienne compte du calendrier, des moyens techniques, de la communication...*

savoir que la mairie a joué un rôle, et Pierre Cohen à sa tête, a joué un rôle moteur pour porter à bout de bras TLT. On essaie de convaincre nos autres partenaires de l'importance de TLT, y compris la Région. Nous essayons de convaincre la Région. Nous essayons aussi d'aider TLT de plusieurs manières, et il est vrai que du point de vue culturel, le soutien à la case de création TLT, pour nous c'était à la fois le soutien à TLT, mais surtout le soutien, et Paul vous le savez bien, le soutien aux producteurs de documentaires, de films d'animation, etc. C'était une manière de leur dire indirectement, on soutient l'emploi. Pour répondre à Nicolas Bordes, des Musicophages, hier ou avant-hier, je parlais de vous, et je parlais des Musicophages, je parlais également du BBB, parce que nous évoquons la question de la vie numérique. Et il est certain que les projets que vous conduisez, les projets également que conduit le BBB dans un autre domaine, sont des projets autour du numérique, sur lesquels nous aimerions beaucoup avoir une attention particulière. Donc ça fait partie des choses qui sont souterraines, qui n'ont pas encore « explosé » à la face du monde.

Et enfin Toulouse métropole équilibrée, je termine par là. Les uns et les autres vous avez évoqué la question – enfin non, d'ailleurs, je n'ai pas répondu à tout, je m'en rends compte, mais enfin, j'y reviendrais, je reviendrais sur Rio loco notamment, peut-être pas là. Sur Toulouse métropole équilibrée, c'est vrai et j'y ai répondu pour partie tout à l'heure, c'est vrai qu'on essaie de faire attention à la multiplicité des territoires de la ville. Et dans le cadre du PPI, nous essaierons d'apporter des réponses liées aux différents territoires de cette ville. Ça va peut-être être pour partie compliqué, mais nous essaierons de faire cela. Equilibrer aussi dans le lien que nous essayons de faire construire entre les acteurs. Et là, je vous réponds à vous Mademoiselle des Vidéophages. Je suis à distance le travail que vous faites quasiment tout les 1er lundi du mois, je me dis 'je veux aller les voir', et puis inévitablement, j'ai un truc qui fait que je n'y vais pas. Mais je sais que tous les 1er lundi du mois vous faites quelque chose. Ce que je suis en train de dire, c'est qu'on essaie de faire en sorte que des liens se créent entre les différents acteurs culturels. Ce sont des choses qui ont eu lieu après les assises, ces liens qui se sont créés. Des associations se sont créées. Quelqu'un tout à l'heure, je ne sais pas si c'est pas Joël qui l'a évoqué, l'association des galeristes d'art contemporain s'est fondée. Pour nous c'est très important. C'est du privé, mais ça veut dire qu'on a un élément, un contrepoids par rapport à ce que font les Abattoirs. Un contrepoids, c'est à dire aussi la capacité à travailler ensemble, à donner une animation dans le milieu de l'art contemporain. Par rapport à votre question, vous disiez, le 1er juillet, il y a un autre festival... Ce que je veux dire, c'est qu'on a fédéré autour de Toulouse Estive, donc la question est : pourquoi vous n'êtes pas dans le réseau « Toulouse Estive ». Ce n'est pas un grief, c'est pourquoi vous n'y êtes pas. C'est une question que je me pose et que je vous pose. On a créé « Toulouse Estive » pour que tous les acteurs de l'été se rencontrent, dialoguent autour des dates, autour des moyens techniques, autour de la communication, et cette année, on aura une communication nationale autour de Toulouse Estive, pour faire voir ce qui se fait à Toulouse au niveau national. On a essayé de faire en sorte que les acteurs se fédèrent, donc mon souhait, c'est que vous entriez dans cette fédération. Et cette fédération d'acteurs, on essaie de la faire jouer dans plusieurs domaines. Par exemple sur le tango, vous allez dire c'est

un épi phénomène, mais sur le tango, il y avait des centaines d'associations à Toulouse, on leur a dit 'on ne financera qu'une seule association', ils se sont fédérés, ça a donné Tangopostale, et on finance cela. L'année dernière, on a continué à financer l'année dernière, je leur ai dit c'est la dernière fois, vous entrez dans la manifestation fédérée ou on arrête. Donc notre propos, c'est d'essayer de faire en sorte que les acteurs se parlent entre eux. Pas que nous, nous soyons à l'origine d'un projet, mais que les acteurs se parlent entre eux. C'est pour nous quelque chose d'essentiel. Tout cela pour vous dire que nous sommes dans la recherche de cet équilibre. Cet équilibre aussi pour le théâtre. C'est Philippe, vous disiez, Mr Metz, que le Couac est à l'origine d'une réflexion sur le théâtre. Oui, il y a eu effectivement une vraie pensée sur le théâtre, qui n'est pas encore finie, puisqu'on en a parlé encore cet après midi comme on a parlé il y a 3 ou 4 jours avec Mr Vanelle. Donc il y a une pensée qui est en construction, la nôtre aussi, notre pensée institutionnelle est aussi encore en construction sur le théâtre. Mais elle est en construction dans le souci de l'équilibre des territoires, de l'équilibre des acteurs. Je pourrais revenir là-dessus tout à l'heure si vous voulez, je ne le fais pas ici. On est aussi dans ce travail de construction. Mes chers amis, ce travail de construction, il a nécessité auparavant un travail souterrain dont je ne sais pas si vous mesurez l'ampleur. Et je ne vous demande pas de le mesurer, ce n'est pas votre taf ici, en tout cas ça a été le mien, et je peux vous dire que nous avons passé un temps considérable à résoudre des problèmes statutaires, des problèmes de personnes, des problèmes de personnel, et quand on parle de théâtre, je pourrais ajouter la question des Abattoirs. Personne ici ne sait les heures que j'ai passé à refaire, avec ma collègue de la Région, le statut des Abattoirs, qui était sur le point d'exploser. Nous avons maintenu l'unité des Abattoirs, parce que nous pensions que c'était ça le projet qu'il fallait maintenir. Je puis vous assurer que ça ne s'est pas fait en claquant dans les doigts. Je pourrais parler de l'école des beaux-arts de Toulouse. Je ne sais pas si ici quelqu'un sait le travail qu'il y a derrière. Quelque chose qui n'est pas encore, je ne sais pas si ça le sera jamais, et ça n'est pas le propos. Qui concerne la formation supérieure en art. et l'école supérieure des beaux-arts, c'est une régie municipale, qui doit être transformée en EPCC, parce que seul les EPCC, établissements autonomes, peuvent délivrer des diplômes d'enseignement supérieur. Donc tout ça, personne n'en parle. Ok, c'est normal, mais je puis vous assurer que derrière tout ça, il y a une machine qu'il faut faire ronfler, c'est aussi notre travail. C'est cela qui vous permet d'être les créateurs que vous êtes.

**Joël Lécussan :** En tout cas, tu as le sens de la pirouette.

**Salah Amokrane :** Je pense qu'avant de passer à la deuxième partie, je vais passer la parole à Jean-Michel Lucas. Je pense quand même que, si je retiens une chose importante qu'il faudra bien qu'on ait un jour, c'est le même type de rencontre, avec le maire, parce que c'est le garant du projet...C'est pas une pirouette, vraiment, je pense à un moment donné, on a, sur le même type de rencontre, à avoir une rencontre avec le maire, pour évoquer ces sujets-là. Parce que ce que je crois, même si tu as répondu sur un certain nombre de questions...pour nous, dans les prises de paroles qu'il y a eu, bon, on avait préparé et il y a eu pas mal de gens qui ont pris la parole avec qui on avait préparé d'ailleurs...Je pense qu'il y a quand

*La Ville a contraint les associations de Tango à se fédérer pour pouvoir continuer à les financer*

*Ce sont des moyens nécessaires pour parvenir à un équilibre et à ce que les acteurs se parlent*

*Dans le domaine du théâtre, une réflexion se met en place*

*Le Couac y travaille, la Ville y travaille : il y a une vraie pensée en construction, dans le soucis de l'équilibre des territoires et des acteurs*

*L'ensemble de ce travail de construction a nécessité une approche de longue haleine*

*Les élu-e-s ont passé des heures à refaire par exemple les statuts des Abattoirs ou sur l'école des Beaux-Arts*

*De ces premiers échanges, on peut retenir qu'il faudra avoir un jour le même type de rencontre avec le Maire*

*Dans ce débat très vaste sur la gouvernance, la question de la place des acteurs continue de se poser pleinement*

*Une fois les questions de disciplines, de secteurs, de projets sur les quartiers, d'équipements etc. mises sur la table, on a toujours du mal à s'y retrouver et à y voir clair*

*D'où la nécessité de débattre et de creuser ces questions entre acteurs*

*Un an et demi, voire deux ans, c'est assez court pour mettre bien en place un projet culturel et expliquer les différentes mécaniques à l'oeuvre*

même une chose qu'il faut entendre, et j'allais dire qui n'est pas si simple, ce n'est pas une question de simplicité, c'est sans doute pas comme ça qu'on peut y apporter une réponse, c'est sur cette question finalement de la gouvernance, la place des acteurs... C'est à mon avis un vrai sujet qui est posé aujourd'hui. C'est-à-dire qu'au delà des questions sur les disciplines, sur les secteurs, sur les projets, sur les quartiers, sur les équipements... et au Couac, on a aussi ce rôle-là, même si on le remplit comme on peut, de faire ce retour-là. Le sentiment qu'on a, il y eu je ne vais pas faire une analyse de la démarche des assises, certes il y a le CCAC...et finalement, quid de ça ? On a l'impression, autant sur la globalité du projet culturel, il y a des choses qui sont passées en termes d'échange, je ne dis pas qu'il n'y a plus d'échange, et que peut-être quand on rentre de manière plus précise sur ces thématiques, on ne s'y retrouve pas, et du coup, on a du mal à y voir clair. Alors après, comme ça a été dit par Jamal El Arch, par Nicolas, par d'autres, et on l'a dit au début, de la volonté qu'on a dans la discussion de ce soir, d'avoir aussi un échange entre nous. C'est pour ça qu'on a voulu faire en deux temps. Parce que si on reprend l'exemple de Rio loco, que Nicky a évoqué, bien sûr il y a eu...Pour moi il y avait double problématique dans Rio loco. Il y avait la problématique de l'échange avec la ville. Et il y avait aussi une problématique très importante d'échanges entre acteurs. C'est aussi comme ça que ça s'est passé. Il y a eu 2 visions des choses qui se sont opposées... Maintenant, c'est à Jean-Michel Lucas de prendre la parole, 10 à 15 minutes, pour qu'ensuite, on puisse ré-échanger à partir, pas de son point de vue sur le projet, mais de ce que lui ressent de cette discussion-là, et de l'échange qu'on a quand même pu avoir avant.

**Jean-Michel Lucas :** Merci de m'avoir invité, vous allez pouvoir souffler, on ne va pas parler de Toulouse pendant quelques minutes. Je vais simplement vous donner mon point de vue, puisque vous m'y avez invité, je vais vous le donner d'une manière un peu générale. 1er point, Madame l'élue, je vais faire alliance avec elle, parce que je me rappelle avoir été Drac, Directeur Régional des Affaires Culturelles en Aquitaine. Et je trouve que les acteurs que j'ai entendus là, ou les documents que j'ai vus, me semblent être par certains côtés extrêmement ingrats par rapport à tout le travail qui a été fait de « on ouvre la boîte de Pandore de la politique culturelle, on discute, on discute », et puis après ils voudraient que dès qu'on a signé, hop, l'argent arrive sur leurs comptes et que l'affaire soit réglée, que les questions administratives soient réglées. Ça je dois témoigner que un an et demi, c'est très court, deux ans, c'est encore très court, et qu'effectivement, il faut bien se rendre compte que toutes ces mécaniques-là, sont des mécaniques, alors on a dit cachées, il n'y a pas de raison qu'elles soient cachées, mais on a un peu de mal à les expliquer. Mais c'est vrai que c'est un gros enjeu que de maîtriser toute la machine qui fait qu'à un moment donné, une dépense ou une décision est parfaitement légale, conforme à la loi. Deux ans c'est très court. Ça c'était mon 1er point. Ce n'est pas une question de patience, c'est une question de compréhension de mécanisme, et au niveau de l'État, je crois que c'était encore pire. De ce point de vue-là, ne soyez pas trop quand même dans la recherche de solution, alors que quelquefois, administrativement, on ne sait même pas comment faire.

« on ouvre la boîte de Pandore de la politique culturelle (...) »



Deuxième aspect de mon intervention, il est peut-être encore plus dur, mais bon, je suis là pour ça, tant pis pour vous. Quand j'entends les interventions des acteurs ici ou là, je sens un certain malaise. Je sens que les acteurs arrivent dans le paysage en disant « moi je fais des choses formidables, et donc j'attends que l'argent arrive », c'est-à-dire j'attends quelque chose, comme ça d'un enjeu qui est un enjeu de tirelire. C'est-à-dire où est l'argent public pour mon projet. Alors je comprends bien, surtout que depuis quelques années, c'est vrai que la question de survie se pose et en particulier la survie professionnelle. Mais j'ai l'impression qu'on a passé un stade-là. On est maintenant devant presque une telle urgence, que l'enjeu c'est l'argent. Et du coup, simplement je vous demande, une seconde de considérer que dans cette logique-là, « Mme l'adjointe, quand est-ce que j'aurai mon argent ? », vous mettez la municipalité en situation d'être dans du mécénat culturel. Comme l'État a été dans du mécénat culturel. C'est à dire on attend de l'argent pour nos projets. Et ça, ça pose un vrai problème de fond, parce que ça veut dire que la politique culturelle, c'est au fond une espèce de cagnotte gérée par on ne sait trop qui... et comment ça fait intérêt général dans la ville ? Comment ça construit la ville dans son avenir, si c'est simplement cette logique de « moi j'ai besoin d'argent, il faut que ça arrive tout seul ». Donc là, il y a un vrai problème d'approche sectorielle. Moi je l'appelle l'approche sectorielle : chacun sa discipline, son secteur. Sans s'interroger sur la situation dans laquelle on est, où aujourd'hui on est quand même dans une union européenne. Je rappelle ça vraiment très solennellement, parce que ça c'est un point politique, on est dans une union européenne qui vient de s'engager dans un traité de l'union européenne, qui a un certain nombre d'article très précis de fonctionnement, et qui dit, au fond, les subventions publiques sont des exceptions à la vie quotidienne. La vie quotidienne doit se faire sans argent public. Et aller chercher de l'argent public, ça doit se démontrer, ça doit se justifier, ça doit porter sens. J'entendais quelqu'un qui s'est occupé de l'art contemporain depuis des années, qui a fait sortir tous les grands artistes d'art contemporain, c'est un type qui gagne sa vie avec l'art contemporain. Vous savez comment il disait ça se matin ? c'était à France culture « Oh vous savez moi mon métier, il est formidable, c'est de faire en sorte que des images que des gens ne comprennent pas, eh bien ils finissent par les aimer ». Il est en train de nous raconter que lui, en tant que businessman, a gagné sa vie sur les artistes, son métier, c'est justement de faire découvrir l'art et de faire découvrir des images que personne ne connaît. Or ça, c'est un argument qu'on retrouve régulièrement dans le secteur culturel, « j'ai besoin d'argent parce que je suis en train de faire découvrir l'art à des gens qui ne vont pas comprendre » etc. Donc, l'argument de l'intérêt général, là il est très faible, il est très limité. On peut en être convaincu, mais il passe très mal, il a très peu de place dans le débat politique. Et donc cette approche sectorielle, cette cumulation d'approches sectorielles, cette approche par « nous faisons quelque chose, nous méritons de l'argent », quelque part, il faut s'en doute l'interroger, la revisiter, lui trouver un sens, non pas un sens, mais plutôt une valeur. Une valeur pour l'ensemble de la collectivité, une valeur pour construire... la métropole, ça peut être la nation, ça peut être l'Europe... Cette réflexion-là, moi j'attends de l'avoir, et je ne suis sûr de l'avoir totalement dans le projet et dans les discussions. Pas tout à fait parce que finalement, c'est mon 3ème point, et dernier point, mais je n'ai pas trouvé vraiment la définition politique, au sens noble du

• *Les acteurs culturels, surtout s'ils sont dans des questions de survie professionnelle ne peuvent sans doute pas faire autrement que de poser très rapidement l'enjeu économique*

• *Mais n'est-ce pas mettre la Ville dans une situation de mécénat culturel ?*

• *La politique culturelle n'est-elle pas autre chose qu'une cagnotte gérée par on ne sait trop qui ?*

• *Si chacun tire à soi, sa discipline, son secteur sans s'interroger sur la notion d'intérêt général, cela pose un problème de fond...*

• *...qui rejoint la politique mise en place à l'échelle européenne où l'argent public est l'exception qui confirme la règle du libéralisme*

• *Comment on amène cette question de l'intérêt général ?*

• *On entend beaucoup l'argument qui consiste à dire qu'on amène l'art à des gens qui ne le comprennent pas...*

• *Cette approche doit être interrogée sur le plan des valeurs pour l'ensemble de la collectivité, métropole, nation... peu importe*

*On ne trouve pas non plus une définition politique de la culture dans le projet culturel de la Ville*

*Si l'on s'en tient à l'Agenda 21 de la culture, l'engagement premier est la reconnaissance des droits culturels comme partie intégrante des droits de l'homme*

*Les personnes sont reconnues dans leur dignité culturelle*

*Le propos n'est donc pas, comme le montre l'exemple de Newcastle d'emmener les gens au musée pour qu'ils se cultivent ou pour leur donner l'«envie» de cette culture-là, mais de travailler avec tel groupe de personnes en les reconnaissant dans leurs droits culturels pour qu'elles se situent dans le monde*

terme, de culture, dans toute la discussion et dans le projet. J'ai trouvé que le projet restait très accroché à l'idée de secteurs d'activités, de disciplines d'activités. J'ai cru pourtant, parce que la 1ère phase du projet dit « la culture n'est pas sectorielle ». Et puis j'ai trouvé quelques références aussi à l'agenda 21. Alors moi, tout ce que je peux dire comme ça, de loin, et extérieur, c'est que au fond, si on dit Agenda 21, ça veut dire un certain nombre d'engagements sur la question culturelle par rapport à la construction de la société. Et le 1er de ces engagements, qui n'échappe à personne, là il y a une discussion que vous pouvez avoir, un chantier que vous pouvez ouvrir, c'est que les gouvernements locaux, comme dit l'agenda 21, je vais vous le lire, ça fait une phrase : « les municipalités qui y adhèrent reconnaissent que les droits culturels font partie intégrante des droits de l'homme ». C'est-à-dire que le point de départ de l'enjeu d'intérêt général de la politique culturelle, c'est la reconnaissance des droits culturels des personnes. Et on retrouve ça partout dans les textes de la diversité culturelle. Le point de départ, ce n'est pas l'acteur culturel dans son secteur, qui fait une offre à des demandeurs, des besoins, des populations. Ce sont des personnes qui sont sur le territoire, et auxquels on reconnaît un droit culturel, une capacité de dire je suis, j'existe. C'est-à-dire on reconnaît leur dignité culturelle. Cette réflexion-là, elle paraît abstraite. Alors comme elle paraît abstraite, je prends toujours un exemple que j'aime bien, parce que tout d'un coup, on voit très bien ce que ça veut dire pour un professionnel. Je prends l'exemple du musée de Newcastle... 15 musées dans une ville qui fait 1 million d'habitants. Je vous donne la fin tout de suite : 1,5 millions de fréquentants. Je ne vais pas dire visiteur ni public, mais fréquentant. Vous voyez ce que ça veut dire. Ça veut dire qu'il y a 1 million de personnes en gros dans la ville, et il y a 1,5 million de personnes qui passent dans les activités du musée, c'est énorme. Comment se présente le musée au titre des droits culturels, dans son activité de musée, avec des conservateurs, des bâtiments.... Le musée dit « moi mon boulot, c'est quoi ? C'est de permettre aux personnes de mieux se situer au monde, d'avoir plus de respect pour elles, et plus de respect pour les autres ». Le musée ne dit pas « J'ai une collection, je vais faire des expositions, je vais les mettre en valeur, je vais aller chercher les petits enfants des écoles, je vais aller voir les 2 ou 3 étrangers immigrés, fils d'immigrés, ancien fils d'immigrés des quartiers pour les emmener au musée parce qu'il faut qu'ils se cultivent, il faut qu'ils aient envie de cette culture-là ». Non, le musée a une approche totalement différente. Une approche en disant « Si je travaille avec tel groupe de personnes, je reconnais ces personnes là où elles sont, et mon travail, c'est qu'elles se positionnent mieux dans le monde, qu'elles se situent dans le monde ». Et là on retrouve l'idée des droits culturels, l'idée de la reconnaissance des personnes, l'idée de leur place dans la société. C'est-à-dire, au fond, la politique culturelle devient le lieu politique où l'on construit le vivre ensemble des dignités culturelles. Donc ça, c'est l'agenda 21, je ne vais pas vous lire tout l'agenda 21, mais il y a quelques passages qui nous

*« la politique culturelle devient le lieu politique où l'on construit le vivre ensemble des dignités culturelles »*

disent ça. Si bien que les acteurs culturels qui se retrouvent au centre d'un enjeu politique n°1, c'est de savoir comment ils contribuent à la capacité des dignités culturelles à vivre ensemble, l'enjeu ça devient les interactions culturelles entre les personnes, les interconnexions entre les uns et les autres. Là vous avez un projet culturel qui est complètement en phase avec l'agenda 21, et qui ouvre des perspectives de travail en commun, parce que personne ne peut le faire tout seul dans son coin, mais tout le monde est indispensable. Alors ça vous donne des choses comme ça, le développement culturel dans cette logique de l'agenda 21 repose sur la multiplicité des acteurs sociaux, la bonne gouvernance se fonde notamment sur la transparence de l'information, sur la participation citoyenne à l'élaboration des politiques culturelles, dans les processus de prise de décision comme dans l'évaluation des programmes et des projets... On est là dans une nécessité pour les acteurs d'être sur cette valeur qui est la valeur des droits culturels. Je résume ça sous la forme de la valeur du bien vivre ensemble dans la dignité culturelle. Voilà un enjeu qui peut être négocié dans une collectivité qui, comme ici, a bien dit qu'elle voulait s'engager dans le participatif, le solidaire, le créatif... On est devant un problème de politique culturelle qui s'énonce alors, c'est le seul mot que je voulais prononcer pour éventuellement engager la discussion avec vous, qui se retrouve dans une éthique explicite. Le travail des uns et des autres, oui il est intéressant, pas parce que c'est du théâtre ou de la danse, ou des musiques actuelles, mais parce tout ce travail-là répond à une éthique commune, qui permet de construire une diversité dans ce mieux vivre-ensemble des dignités culturelles. Ce n'est pas un travail facile, ce n'est pas un travail simplement de produire des spectacles pour avoir des publics, on ne parle plus de public, on parle de confrontation de sens et de valeurs, on parle de travail où les identités culturelles évoluent, changent, se reconstruisent. On est vraiment là dans ce que la France, les élus de droites et les élus de gauche, ce n'est pas moi qui l'invente, je ne fais pas du militantisme, je fais simplement la lecture de texte que les politiques de droites et de gauches ont signé, adopté, ratifié, au niveau international de l'Unesco. On est dans l'article 2 de la déclaration universelle sur la diversité culturelle, c'est-à-dire on dit qu'il est indispensable d'assurer une interaction harmonieuse et un vouloir vivre ensemble des personnes, des groupes aux identités culturelles à la fois plurielles et variées. 2001, déclaration universelle signée à l'Unesco, signé par la droite, par la gauche. Voilà un référentiel éthique, il s'agit bien d'une éthique. Quelle est l'éthique du travail de ceux qui seront dans l'intérêt général, pourquoi ils auront besoin de financement, parce que leur travail permettra d'assurer l'interaction harmonieuse et un vouloir vivre ensemble de personnes, de groupes aux identités culturelles à la fois plurielles, variées et dynamiques. Et donc indissociable d'un cadre démocratique, ce pluralisme culturel est propice aux échanges culturels et à l'épanouissement des capacités créatrices qui nourrissent la vie publique. Tout simplement des référents, qui sont les référents adoptés par les politiques en France, qui sont complètement cohérents avec l'agenda 21 de la culture. Et qui, puisqu'ils peuvent permettre probablement, en tout cas de loin, c'est ce que j'ai vu, de poursuivre ce travail qui a été formidablement engagé à Toulouse avec la concertation, avec le projet, et de construire ensemble les échanges qui vous paraissent tout à l'heure absolument essentiels de poursuivre. Donc Toulouse est un peu le centre du monde, si on pense que le centre du monde est quelque part dans

*Comment les acteurs culturels contribuent à la capacité des dignités culturelles à vivre-ensemble ?*

*C'est un travail sur les interactions culturelles entre les personnes qui nécessairement implique tout le monde*

*La négociation au sein de la collectivité renvoie ce faisant à une éthique commune qui permet de construire une diversité des dignités culturelles*

*Travail exigeant et difficile car devant faire avec des identités culturelles qui évoluent et se reconstruisent sans cesse*

*Un référentiel éthique existe, il a été ratifié, adopté au niveau international en 2001 : c'est la déclaration universelle sur la diversité culturelle de l'Unesco*

*Il ne s'agit pas de réclamer des subventions mais de construire de vrais espaces de concertation et de partager nos projets avec la collectivité pour les confronter à cette notion d'intérêt général*

*Le positionnement de la Ville sur l'Agenda 21 ne doit pas rester un simple affichage*

*Il faut aller voir ce qui se passe du côté de la répartition des financements*

*Construire ces espaces n'est pas une chose aisée : on le voit bien puisque l'on retombe dans cette logique de questions/réponses avec l'élue*

*Pour qu'il y ait répartition équitable, il faut d'abord fonder une éthique commune*

cet enjeu de la diversité culturelle. En tout cas, c'est un enjeu pour la planète et pas seulement pour le territoire.

**Joël Lécussan :** Nicky Tremblay qui a du se sentir offusquée, justement elle avait évoqué cette demande de sens et pas juste recevoir des subventions.

**Nicky Tremblay :** On a tout compris, on est d'accord, mais on n'a pas bien parlé... Ce n'est pas que je ne suis pas d'accord. Sur le fond on est d'accord mais on ne s'est pas très bien compris. Je ne crois pas qu'ici on soit des marchands de projets culturels, à réclamer des subventions. Ce qu'on demande, c'est qu'il y ait de véritables espaces, comme le prévoit l'agenda 21 de la culture d'ailleurs, des vrais espaces de concertation, sur le fond, participatifs. Or là, il nous semble que nous on n'y est pas. Nous on ne vend pas un projet culturel étant persuadé que c'est un bon projet, on demande à le partager avec la collectivité, pour vérifier qu'effectivement on est sur la même longueur d'onde et que ça répond effectivement à un intérêt général. Donc je pense que là-dessus on est d'accord. Ensuite sur l'agenda 21 de la culture, je pense qu'on ne peut que se satisfaire donc que la ville de Toulouse ait adhéré à l'agenda 21 de la culture, sauf que nous on pense, avec notre petit esprit étriqué, qu'on est un peu aminima. Sur les espaces de concertation, on aimerait aussi être associés, voilà, sur les modes de concertation qu'on propose pour véritablement favoriser une démocratie participative. Là je pense que c'est un pléonasme, démocratie participative, c'est un peu la même chose... c'est donc 2 fois la même chose. Dans l'agenda 21 de la culture, il y a un volet qui nous paraît indispensable et qu'on n'aborde jamais, c'est quand même la répartition équitable des financements. ça, effectivement, ça grince. Y compris pour tous les Etats qui sont adhérents à l'agenda 21 de la culture. C'est quand même un sujet un peu crispé, sur la répartition budgétaire. Nous on aimerait pouvoir l'aborder. On est prêt, on n'est pas crispé sur cette thématique-là. Et pour finir, je regrette un peu, en même temps, je suis contente de la dynamique du Couac, vu que Dell Arte est adhérent du Couac, on est les premiers à participer. Mais en même temps je regrette parce qu'on avait dit tous, d'une voix un peu chorale, qu'il ne fallait pas que ce soit un monologue avec Nicole Belloubet. Je suis désolée, voilà, on t'a posé plein de questions, indirectement et du coup tu as été contrainte d'y répondre, et j'avais l'impression d'être encore aux assises de la culture. Je pense qu'il est plus qu'urgent, pour les acteurs culturels de s'emparer d'espace de ce type-là, en présence des élus, peut-être, peut-être pas. En tout cas que nous soyons véritablement force de proposition, espace critique, parce que là, il y a bon nombre de personnes qui sont présentes qui n'ont pas parlé, et ça me pose question.

**Jean-Michel Lucas :** Si vous voulez que la répartition soit équitable, il faut d'abord fonder l'éthique commune. Tant que l'éthique commune n'a pas fait l'objet d'un accord, il ne peut pas y avoir quelque chose d'équitable. C'est ça l'enjeu politique d'aujourd'hui, c'est de définir l'éthique commune.

**Eric Vanelle :** Je trouve que c'est gonflé et courageux qu'un ex Drac puisse dire ce genre de choses ici. Je vais abonder dans le sens de Nicky, pour



dire, vous devez le savoir ici, dans cette salle-là on est face à des gens du secteur dit indépendant, que ce soit dans le domaine du spectacle vivant, des arts plastiques, la vidéo, etc. Ce secteur-là, il est peu organisé, peu structuré, il n'en reste pas moins, et j'espère que personne ne contredira là-dessus, que ce soit en termes de maillage du territoire, nombre de créations, de qualité de création, de spectateurs, ce secteur est largement sous financé par rapport au secteur dit institutionnel. Et c'est par rapport à

« Dans l'agenda 21 de la culture, il y a un volet qui nous paraît indispensable et qu'on n'aborde jamais, c'est quand même la répartition équitable des financements. Là, effectivement, ça grince »

ça que la question du financement, elle est normale, il faut qu'on la pose. Parce que si on compare les financements de ces 2 secteurs-là, c'est le jour et la nuit, c'est sans doute pire que ça. Et nous on est là, tous ce secteur-là, on travail uniquement sur les marges de manœuvres qui peuvent rester après. Un exemple, en 2008, quand le budget de la Drac Midi-Pyrénées, comme ailleurs, a beaucoup diminué, il y avait ici un agent de la Drac qui a essayé de répartir les dommages de façon équitable entre l'ensemble des acteurs que la Drac soutenait. A Paris, on lui a dit 'Niet'. Votre copie, vous la revoyez, il est hors de question que le budget baisse pour une seule institution. Et du coup, tout le reste passe sur le reste. Et le reste, c'est nous ici. Donc qu'on parle d'argent à un moment donné, c'est normal, et on l'assume.

**Monique Petit :** Vite fait, je veux dire exactement la même chose, vous êtes au Couac, c'est une réunion du Couac, il n'y a pas de musée, il n'y a pas le Capitole, il n'y a pas le TNT, il n'y a pas tous les gros budgets ce soir. On est ici des équipes qui ne représentons pas le 95% du budget culture. On parle du 1 ou 2 ou 3% du budget culture. Ce soir, là, nous. On n'est pas en train de parler...vous parlez d'éthique, on n'est pas en train de parler d'éthique, parce que là ce serait beaucoup trop long. Quand tout à l'heure je portais la question de la danse, je n'ai pas parlé d'éthique, parce que ce serait trop fort comme attaque. Mme Belloubet est au courant, on sait qu'il y a un problème, je ne lui parle pas de ce problème ce soir. Parce que je ne vais pas le développer. La participation, on la demande. C'est de ça que je parlais. On parle de participation, on parle d'éthique, on parle de budgets comparatifs, entre les grosses structures qui font quelques trucs, et puis d'autres, des petites structures en face. On parle de transparence. J'ai ressorti la lettre qui dit quand on a 50% de subvention de la ville de Toulouse dans le budget de fonctionnement, on doit donner les comptes que les citoyens peuvent obtenir à la ville de Toulouse. Moi ça fait des lustres que je demande des bilans et des comptes de résultat de structures institutionnelles à la ville et qu'on ne me les donne pas, parce qu'on me dit que ce sont des structures privées. Alors que ce n'est pas vrai. Ce sont des structures privées parce qu'elles sont associatives, effectivement le statut associatif est privé, mais ce sont des structures dont on répond à la Darc qu'elles ne sont pas d'intérêt public. Ce n'est pas un service public on me dit, parce que ce sont des associations. Alors que je sais que ça ne

• *La majorité des acteurs présents ce soir sont des acteurs dits indépendants... un secteur peu organisé, peu structuré, peu financé par rapport au secteur institutionnel*

• *La question du financement se pose donc logiquement*

• *Ces acteurs de la marge ont évité de parler d'éthique, parce que cela serait trop long, peut-être trop fort*

• *Ou bien ils parlent d'éthique à propos de la participation, de transparence...*

• *...et ont toujours énormément de mal à être traités sur un pied d'égalité, à avoir accès aux chiffres, aux bilans des structures institutionnelles*

fonctionne qu'avec des subventions. Donc nous, on est là, on est comme des cons face à des mauvaises fois pareilles. C'est des mauvaises fois. Et on est impuissant. Moi des réponses qui ne me correspondent pas me laissent bouche bée. Et je rentre chez moi déçue. On n'est rien ici, et si on parle d'argent, c'est parce qu'on représente le 2% de budget de la ville de Toulouse en matière de culture. On ne serait pas si nombreux, s'il y avait les 98% du budget, il y aurait 20 équipes ici, il y aurait 20 lieux. J'exagère peut-être, mais enfin, il y aurait très peu de monde. Les 400 dossiers de demande de subvention qu'il y a par ailleurs sur les petites équipes représentent très peu des pourcentages d'argent qui est distribué. Ça demande beaucoup de travail, ça demande beaucoup de liens, ça demande beaucoup de réunions, de participation, mais ça représente très peu d'argent. Puisque les grosses institutions n'ont pas besoin...

*Il faut repartir et s'interroger sur le postulat qui consiste à demander de l'argent public parce que «ça vaut le coup» pour les projets que défendent les acteurs*

*Si la politique culturelle était centrée sur l'objectif politique du vivre-ensemble, les acteurs seraient au centre de cette politique*

*L'artiste souhaitant pratiquer son art le mieux possible est-il illégitime à demander de l'argent pour pouvoir le faire ?*

*L'objet de cet échange est de mettre l'accent sur le politique, sur cette négociation première à réaliser éventuellement avec une équipe politique*

**Jean-Michel Lucas :** Vous n'avez pas forcément entendu... Je me suis mal exprimé. Si on parle d'argent, si vous voulez parler d'argent, c'est parce que vous pensez que ça vaut le coup que l'argent public vous arrive. Moi je vous réponds que si la politique culturelle était centrée, concentrée sur l'objectif politique du vivre ensemble, des interactions culturelles, vous seriez au centre de cette politique. Si on disait que la politique culturelle est là pour que les personnes soient dans une situation d'émancipation, soient dans une situation d'interaction avec les autres identités culturelles, ce que j'ai lu rapidement tout à l'heure, vous seriez au centre de cette politique culturelle. Vous ne seriez plus à la marge. Ça c'est un problème de visibilité politique que l'agenda 21 vous offre. J'ai fait comme j'ai fait, mais à revendiquer de l'argent pour vous, ça ne marche pas. Par contre si vous revendiquez de l'argent pour un projet politique qui est un projet éthique de la société, une société d'harmonisation, une politique d'identité culturelle, d'interaction entre les identités culturelles, je travaille la plupart, c'est pour ça que je suis là d'ailleurs, la plupart des gens de l'Ufisc... J'étais avec l'Ufisc il y a 3 jours, les indépendants seraient au cœur du projet politique. Par contre, si vous partez sur le droit à la culture, là vous êtes râpés.

**Marie-Angèle Vaurs :** Il me semble sur l'artiste, ce qu'on lui demande essentiellement, c'est de pratiquer son art et de le pratiquer le mieux possible, par rapport à ce que lui-même peut apporter. C'est ça qui peut apporter de mieux. C'est ça, moi je ne sais pas, les politiques culturelles c'est une chose, mais ce qui relève de l'artiste, c'est que lui pratique son art. Il pratique ce qu'il a à faire, qu'il aille au bout de ce qu'il a à faire, c'est ça qui est important. Et qu'il puisse le faire, et qu'il demande de l'argent pour pouvoir le faire, c'est tout à fait normal.

**Salah Amokrane :** ce qu'on a voulu, y compris en préparant avec Jean-Michel Lucas cette discussion, c'est qu'on parle politique. A un moment donné, il faut qu'on s'empare de l'objet politique, de le négocier éventuellement avec une équipe politique, et si on est d'accord sur cet objet politique, on peut ensuite peut-être revendiquer une autre place. Et je crois, tout à l'heure on parlait de constat rapide à partir de ce qui avait été dit, des écarts qu'il y a entre une place attendue, et celle qu'on a ou que l'on n'a pas aujourd'hui... C'est pour ça aussi qu'on n'a rien dit. Effectivement on n'était pas dans un jeu de questions réponses. On s'est posé la question, ça

me permet de préciser des choses, on s'est posé la question de savoir si on invitait l'équipe municipale ou non. Ça fait un moment qu'on voulait faire ce débat, on a pensé que c'était intéressant de le faire. On s'est posé cette question-là, et comme l'a dit Nicky, il faut qu'on poursuive le travail avec ou sans la présence, mais il faut qu'on le poursuive ce travail-là. Parce qu'effectivement, au quotidien, on le fait chacun, mais comment on se relie, et comment on en revient à avoir des échanges politiques sur ce qui fait sens, et quelles sont les valeurs qu'on attend d'un projet. Sur l'exemple de Rio loco, je donne mon point de vue, si la valeur du projet culturel avait été celle des droits, des interactions et des droits culturels, et de la dignité culturelle des personnes, l'affaire était réglée. C'est ça qui est posé aussi comme enjeu. Je comprends aussi qu'on ait besoin de parler des difficultés qu'on rencontre, financières, techniques, tout ça...

**Hamza Medkouri, Samba Résille** (également membre du Couac) : J'ai trouvé très habile l'intervention de Jean-Michel Lucas, parce que j'ai l'impression que ça a provoqué, en tout cas pour ma part, presque un réflexe de solidarité avec ce qu'on a co-construit à un moment donné. C'est-à-dire l'étape où il y a eu un déversoir avec « ça va pas, ça va pas, ça va pas », qu'on peut retrouver encore ce soir. Il y a eu une étape où on s'est retrouvé, il y a eu le déversoir, fallait se le taper, je trouve que c'est vachement courageux, et qu'on peut se le dire à tous. C'est à dire parce qu'on y a participé, qu'il y a eu l'étape de rédaction où on va se poser un cadre où on se dit qu'on marque sur le marbre quelque chose qui relève, je ne sais pas si c'est les droits culturels, je ne sais pas, mais en tout cas, ça fait référence à certains aspects qu'on retrouve dans la charte de l'Unesco, moi ça m'intéresse. J'estime que ça a été aussi un moment de confrontation de valeurs et d'objectifs. Parce qu'à un moment donné, on est rentré dans le fond politique. Je suis complètement d'accord que dans le temps où on est inscrit aujourd'hui, c'est super chaud de parler d'évaluation de ce projet-là, parce que le temps, et bien il faut encore attendre et c'est super difficile, cette équation elle est compliquée et complexe à résoudre. Donc on est effectivement rivés sur des questions économiques, et on sait bien pourtant que les questions de sens, en tout cas, c'est ce qui me fait lever le matin, et on a un rôle en plus d'innovation sociale, qui nous revient et dans lequel on doit pouvoir s'inscrire naturellement. En faisant référence ou pas d'ailleurs à la charte de la diversité. Je la prends comme un instrument juridique, j'ai déjà entendu d'autres interventions à d'autres moments où on comprend que cette charte-là permet de recadrer un peu les choses sur cette mise en place de politique publique descendante. On est quand même dans une démarche de concertation horizontale, le Couac a été créé il y a 10 ans avec un de ses fondamentaux, c'était qu'on change radicalement le rapport aux institutions en proposant des espaces de concertation où on co-construit. Alors je ne vais pas faire alléluia, il y a une majorité qui le fait. Sauf qu'on est dans un temps où on ne peut pas encore évaluer. Et il y a cette urgence-là. Il y a cette urgence effectivement. Alors c'est le temps aussi de faire des retours de bilan où on se dit qu'on investit le champ politique mais on va peut-être aussi pouvoir apporter des éléments d'expérience. À titre d'illustration, je trouve que nous, tout Samba Résille, on a toujours trouvé quelqu'un en face. Même des personnes en face qui ne sont pas que Nicole Belloubet, d'autres encore, des services. Et je trouve que si vraiment on se dit qu'il faut investir le champ politique, ce n'est pas

*Comment s'organiser et avoir des échanges sur ce qui nous lie, fait sens et ce qui fonde les valeurs d'un projet ?*

*Manifestement, l'exemple de Rio Loco montre bien que le projet culturel n'est pas indexé sur les droits culturels des personnes...*

*Après l'étape de déversoir des Assises de la Culture, il y a eu l'étape de rédaction du projet culturel qui fait référence à certains aspects de la charte de l'Unesco*

*Cette étape a permis un moment de confrontation de valeurs et d'objectifs*

*Il est sans doute difficile de faire déjà l'évaluation de ce projet*

*Les acteurs ont de toute façon un rôle à jouer d'innovation sociale*

*La démarche de concertation de la Ville est assez horizontale et rejoint un des fondamentaux du Couac qui est de changer le rapport des institutions aux acteurs culturels*

*Il reste des urgences effectives mais les acteurs peuvent aussi faire des retours d'expériences positives comme le fait d'avoir trouvé des interlocuteurs*

*On peut mettre en perspective des indicateurs de suivi et des indicateurs de réalisation...*

*...des indicateurs d'évaluation (au sein du CCAC)*

*La diversité des acteurs complexifie certainement cette grille*

*Le champ politique est investi depuis des années, au Couac en particulier et ce n'est pas simple, mais ses acteurs échangent sur des questions de sens*

*Le projet de la Ville offre un cadre avec des axes, des objectifs, des indicateurs de suivi et de réalisation; les acteurs pourraient se positionner par rapport à cela et se demander une bonne fois s'ils le partagent*

*Le projet est loin d'être partagé*

*La question est-elle d'exprimer et d'apporter cette contradiction différemment ?*

juste un temps inscrit dans un processus, pour moi c'était dès le départ. Et aujourd'hui, après avoir parlé, moi j'appelle ça les indicateurs de réalisation, c'est-à-dire que le projet culturel, au moment où on a fait les assises, c'était un espace où on s'est dit « on croise maintenant ». Où sont les objectifs communs, où sont les valeurs qu'on pourrait porter en commun, et du coup, quels sont les axes sur lesquels on part... Là on est dans les indicateurs de suivi. C'est-à-dire qu'il y a déjà des éléments de bilan sur les distributions de subventions, les rééquilibrages, des activités, des festivals qui sont mis en place, et on est sur une évaluation de suivi. Et il y a le CCAC qui arrive, qui doit mettre en place des indicateurs d'évaluation. où on sait que c'est complexe, parce qu'il faut pouvoir poser des choses objectives au regard de ces indicateurs de réalisation, ces valeurs communes, ces objectifs communs, et en tenant compte que la diversité des acteurs qu'on est, indépendants et institutionnels, fait que ça complexifie la chose. Alors c'est clair, ce n'est pas simple, ce n'est pas évident. Moi je suis ravi que vous ayez resitué sur le champ politique parce que c'est vrai que ça faisait longtemps que ça nous manquait. Il est clair qu'il est investi depuis des années dans des discussions qu'on peut avoir, et il n'est pas simple. Mais pourtant, la chose que je validerais, d'une manière franche, c'est que les espaces qui ont été mis en place au niveau du Couac avec la pluridisciplinarité, ce qui fait qu'à un moment donné, les gens viennent au Couac... et là ce n'est pas un espace Couac, je suis désolé, c'est une invitation. je ne vois pas que des adhérents du Couac, c'est un espace où il y a des personnes différentes qui répondent à une invitation du Couac. Mais en tout cas au sein du Couac, au sein des commissions qui sont créées, avec les échanges qu'il y a eu pendant 10 ans, on a pu se confronter et discuter entre nous, et finalement on a échangé sur des questions de sens. Et c'est pour ça qu'on investit ce champ politique qui nous tient tant à cœur. Mais quand il y a un projet qui est énoncé, qui pose un cadre, et en plus qui pose un cadre avec 4 axes, et ensuite des sous objectifs et qui sous-entend que dedans ce sont des indicateurs et de suivi et de réalisation, et finalement d'évaluation... Et bien rentrons dans ces indicateurs-là, rentrons dans ces objectifs-là, et posons-nous la question « est-ce qu'on le partage ». On n'arrive pas à se l'avouer pour passer à autre chose.

**Nicky Tremblay :** On ne le partage pas. Arrête de délirer, sans déconner quoi ! On a émis des critiques, on a dit qu'on ne le partageait pas. Tu ne vas pas nous la refaire à l'envers quand même, sans déconner quoi. L'engagement politique, ce n'est pas un luxe. C'est un choix, la culture aujourd'hui est indissociée de tout projet politique. Quand même faut arrêter de délirer. La réunion de ce soir, c'est bien une initiative Couac. Effectivement, heureusement qu'il n'y a pas que des adhérents Couac, sinon, on se ferait chier, et l'objectif du Couac, c'est bien d'élargir aux citoyens, aux élus, etc. J'ai l'impression de prendre une leçon-là.

**Hamza Medkouri :** Pas du tout Nicky, je ne crois pas que je disais autre chose. Je me suis mal exprimé. [Nicky : Oui vraiment, ou j'ai mal compris, ça m'arrive souvent aussi] ça arrive aussi. Donc je réinsiste, c'est une invitation du Couac dans un débat... Mais je m'en fous de ce genre d'intervention de ta part Nicky, ce qui m'intéresse, c'est que même ces frictions-là quand tu les poses, les questions de sens, si réellement on porte cette responsabilité, on en a rien à foutre de ce genre de détail que tu poses-



là. Tu m'excuseras, je finirai quand même là-dessus, et je sais aussi lever le ton sur ces questions-là. Quand on parle de charte de la diversité culturelle, de droit culturel, je me reconnais là-dedans. C'est ça que j'essaie de dire. Je me reconnais dans des espaces de co-construction, et je ne dis pas que c'est finalisé. Je dis qu'on n'est même pas dans l'étape d'évaluation, parce que je reconnais que le temps qu'on a devant nous, il nous manque. On n'est pas dans un temps d'évaluation. Donc c'est complexe, et ce que je suis en train de dire, c'est que je comprends qu'à un moment donné, on fasse un va et vient entre le sens politique et les impératifs économiques. Parce que la merde, il y en a plein qui y sont. Et je ne suis pas en train d'édulcorer là-dessus. Je suis assez clair il me semble dans mon propos. Et j'espère que d'autres n'ont pas eu une confusion dans leur esprit dans ce que je viens de dire.

**Stéphane Blanchard, Picto Facto** (membre du Couac, syndiqué CGT, et président de la fédération Midi-Pyrénées des arts de la rue) : C'est au sujet des arts de la rue que j'interviens ce soir, pour dire l'énorme déception que j'aie eue en termes d'éthique on va dire, tout au long de la campagne. J'entendais les militants se réjouir de l'idée qu'on allait appliquer une politique des arts de la rue, en se rappelant du temps merveilleux où Royal de Luxe était là. Le Royal de Luxe labourait le terrain, brassait, allait vers la mixité sociale, etc. Et je me disais chouette, on va avoir les arts de la

*« Autant il est légitime que la culture soit subventionnée et aidée parce que ça fait partie du patrimoine commun, autant l'art, c'est des démarches individuelles, et quand l'art devient la culture, l'art devient patrimonial, il est légitime qu'on l'aide. Mais avant, je ne vois pas pourquoi »*

de terrain. Cet outil de culture populaire qu'étaient les arts de la rue il y a 30 ans, on sait qu'on était responsable, nous aussi, de devenir des outils de communication, pour survivre, chacun utilise les moyens qu'il peut. Certains c'est dans la subvention, d'autres c'est dans le travail privé de communication. Mais on reste des militants dans l'âme, et quand on a vu arriver la gauche, on s'est dit on va pouvoir y retourner. Voilà, c'était un petit message pour Pierre. Et sinon, dans les regrets que j'ai eu à la suite des assises, en tant que militant politique, syndical, organisé collectivement partout où j'en ai le temps, c'est le manque de débat sur ce que c'était que la culture, tout ce qu'à apporté notre camarade le docteur Kasimir depuis tout à l'heure. On les a souvent, on a ces débats, mais on ne va

*Le temps nécessaire de l'évaluation est un temps qui manque aux acteurs placés de fait devant des impératifs économiques*

*Il est normal de faire ce va-et-vient entre sens politique et impératifs économiques*

*Dans les arts de la rue, l'espoir de voir s'appliquer une politique digne de ce nom a été déçu*

*Peu de travail de terrain et de grosses machines de communication, pas toujours éloignées de ce vers quoi tendent certains, mais très loin de la culture populaire originelle*

*A la suite des Assises, peu d'espaces de débat ont été investis pour aller au bout des questionnements et des problématiques telles que celles qui sont soulevées ici*

*Par exemple, la légitimité à revendiquer des aides pour l'art : une aberration*

jamais au fond du débat, sans arrêt il y a des problématiques de structures, d'individus, de vie locale qui existe. Mais est-ce qu'on ne pourrait pas, une fois, aller au fond des débats, sans arrière-pensée. J'entendais tout à l'heure parler de la légitimité à revendiquer des aides pour l'art. Moi par exemple, on fait partie du même milieu, je pense que c'est une aberration. Je pense qu'autant il est légitime que la culture soit subventionnée et aidée parce que ça fait partie du patrimoine commun, autant l'art, c'est des démarches individuelles, et quand l'art devient la culture, l'art devient patrimonial, il est légitime qu'on l'aide. Mais avant, je ne vois pas pourquoi.

*Argument détonnant...*

**Jean-Michel Lucas :** Lancé dans le débat comme ça, je n'ai pas osé. Je suis passé à côté...à l'intérieur de la CGT, vous avez un sacré boulot à faire...

*... pour le moins*

**Stéphane Blanchard :** Je suis à la CGT par défaut, parce que c'est un des rares outils qui permette de défendre les individus quand ils sont menacés. Aussi bien par les Assedic que par...Si on était plus nombreux, on pourrait faire changer la CGT.

**Jean-Michel Lucas :** Et le dilemme, c'est droit à la culture ou droit culturel. Il faut choisir sa position dans la société par rapport à la culture...

*A la question de savoir si on doit donner de l'argent aux associations...*

**Pierre :** Je suis simplement modeste amateur de culture, je suis ici parce que j'ai vu l'invitation du Couac, je ne représente aucune association, mais je suis dans le secteur associatif depuis beaucoup d'années. Je vais essayer d'amener une petite respiration, une petite coupure dans ce dialogue à fleuret moucheté. On peut aussi ne pas être absolument engagé dans telle ou telle association culturelle, mais être passionné et intéressé par la culture, et venir voir. Il m'a semblé qu'il y avait des secteurs dont vous n'avez pas parlé, j'en retiens 2 : il me semble qu'on a presque rien dit ou rien dit du tout sur l'art contemporain, et sur la culture internationale. Avant, juste un petit point positif, on a parlé d'argent à un moment, et de savoir si on doit amener de l'argent aux associations...En lisant tout à l'heure les statuts et les missions du Couac, je vois dans les 4 points, entre autres, l'ouverture des lieux de création, de diffusion, de formation et d'échange. C'est capital, dans les points principaux. Qui dit lieux dit, bien entendu, moyens, dit nécessité. Alors exemple, nous sommes ici, salle Duranti, et je ne veux pas savoir si c'est une réalisation de la municipalité précédente, de celle actuelle, ça n'a aucune importance. Pendant 50 ans, moi qui suis un peu, par l'âge, moi qui ai participé à des débats comme ceux ci assez fulgurants, en 68, c'était à la salle du Sénéchal. Salle du Sénéchal, structure vieillie, etc. Ceux qui s'emparaient de la tribune, c'était impossible d'avoir une réunion constructive comme celle de ce soir, où l'on apprend des choses, même si l'on est pas satisfait sur tout, mais on échange tout de même. Et bien ça, c'est une salle qui n'existait pas. Il se trouve que j'y viens souvent. Je fais partie de « lire et faire lire », les personnes d'un certain âge qui pour quelques milliers d'enfants des écoles de Toulouse et des environs, vont une fois par semaine, s'engagent, et nous avons des rencontres de temps en temps avec des auteurs, et nous venons nombreux, et nous nous distribuons sur 3 ou 4 autres salles. Ça c'est très utile pour travailler. C'est ça la culture. Il y a récemment ouvert depuis 3 ou 4 ans, des lieux derrière la bibliothèque Périgord, à côté de St Sernin, c'est très utile ! Il y a des confé-

*Si on défend l'ouverture de lieux de création, de diffusion, de formation, d'échanges : qui dit « lieux » dit moyens, dit nécessité*

*Il n'est pas toujours donné de réunir les conditions pour débattre d manière constructive comme ce soir*

rences, il y a des ateliers d'art. Ça ne pouvait pas exister avant. Je parle pour le centre. Mais nos banlieues ou autre, souvent, nos communes ont souvent davantage que Toulouse, je cite Tournefeuille, je cite Balma, je cite Colomiers qui va ouvrir son grand centre culturel prochainement, etc. Il se fait des choses à Blagnac, n'en parlons pas...Bon, donc nécessité des lieux. Je passe là-dessus, mais c'est capital. Je viens aux 2 points. Pourquoi je veux parler un peu d'art contemporain, parce qu'il y a Mme Belloubet tout à l'heure qui a terminé sur une petite bombe : les Abattoirs. Je ne savais pas ça. Il semblait que ça ne marchait pas. Il a fallu remettre toutes les structures à plat, c'est ce qu'on vient de nous apprendre, et je ne suis pas étonné outre mesure. Parce que l'art contemporain, tel que Toulouse, qui se veut capitale internationale ou autre, il y a des points positifs...là je met un peu de poil à gratter. Je veux mettre ce poil à gratter en disant que ça ne marche pas. Ça marche pas. Ça fait le dixième anniversaire cette année des Abattoirs, il va être fêté. On y va au Printemps de septembre, parce qu'on a la curiosité de savoir ce qui s'y passe et puis après on n'y revient pas trop. J'aime ce coin, j'aime la Garonne, les jardins Henri IV, etc. Mais arrive un moment où il faudrait changer un peu et animer. Je ne trouve pas une seule plaquette, par rapport à d'autres musées, je parle du musée des Augustins, il y a des conférences, il y a des visites guidées, etc. Depuis le mois de janvier, je suis allé 2 fois aux Augustins, en payant 6 euros pour pouvoir participer à une conférence, il y a 20 ou 30 personnes qui suivent, c'est le directeur des Augustins, c'est la responsable des structures de sculptures, de peinture ou autre, qui fait une conférence sur l'objet, sur un tableau de Toulouse-Lautrec...C'est vivant, on se remue un peu. Aux Abattoirs, il n'y a jamais rien. Il y a une salle de conférence ou autre, jamais je n'ai eu d'invitation ou autre...je trouve juste un petit programme, soutenu par la mairie de Toulouse, c'est tout à fait normal, et par la Région qui paye, « art contemporain sur la Région Midi-Pyrénées ». Il y a 2 pages pour les Abattoirs, mais...alors on nous annonce que c'est le dixième anniversaire. Qu'est-ce qui va se faire, il va se faire au mois d'avril, pour fêter ce dixième anniversaire, il va se faire 1 journée, une journée culturelle d'initiation, de contact aux arts contemporains. Une journée, mais c'est un scandale ! Une honte. Une semaine ou rien. Et on termine, c'est intéressant, mais je crois qu'il faudrait remuer un peu, changer...Je ne veux pas attaquer qui que ce soit, directeur ou autre, mais, qui est depuis 10 ou 20 ans, qui arrive à un certain mandat, mais il faut bouger un peu les choses. On termine ceci, les arts contemporains, le bilan des Abattoirs, le projet, art contemporain, etc., les Abattoirs, structure unique en son genre à l'échelle nationale, internationale et européenne. Et bien écoutez, franchement non. Par contre, pourquoi pas, c'est du privé, mais la structure art contemporain, place du capitole, où la TLT fait une fois par mois une conférence gratuite où il y a un public énorme, qui assiste à ces conférences. Le centre culturel Bellegarde qui a des conférences culturelles une ou deux fois par mois, un grand public qui le suit, c'est plein à chaque fois. Il y a des choses qui se font, avec des petits moyens. Donc pourquoi l'art contemporain ne se joue pas un petit peu plus. Un autre point et puis j'arrête, l'international. L'international, tout à l'heure j'avais une plaquette, « Nantes, la belle éveillée », le pari de la culture, la belle endormie passant à la belle éveillée. Le pari de la culture. Il se trouve que je connais très bien Nantes, qui est une ville qui est belle, et qui à l'heure actuelle éclate, c'est un plaisir d'aller à Nantes. Et Nantes fait des choses extraordinaires. Il y a eu les allumés, il y a

*Des disparités peuvent être constatées entre Toulouse et les villes périphériques parfois mieux équipées*

*Sur l'art contemporain, sur les Abattoirs, il est finalement pas si difficile de constater que ça ne fonctionne pas*

*Peu de moyens de communication comparé à d'autres musées*

*Pratiquement rien dans le cadre des 10 ans des Abattoirs*

*Des choses se font avec de petits moyens*

*L'exemple de Nantes*

*Toulouse, si on la compare à Nantes est à la traîne sur le plan international*

*Il faudrait sortir de l'affichage sur le papier des jumelages et les redynamiser*

*Un moyen peut-être de dépasser ce côté «j'ai de l'argent ou pas» réside dans la politique de conventionnement*

*Des institutions en bénéficient, qu'en est-il des acteurs indépendants ?*

*Côté structuration du service culturel de la Ville de Toulouse, les acteurs attendent encore l'arrivée d'un directeur de la culture, pas encore nommé*

*Il manque toujours une véritable transparence sur les budgets, ne serait-ce que pour pouvoir dialoguer*

maintenant les journées de l'estuaire, sur plusieurs villes et tout le long de l'estuaire de la Loire. Il y a la fameuse journée de la musique. Qui font des petits. Bilbao le reprend. 4 villes du Japon, en Corée, en Allemagne, Milan... Avec des contrats municipaux, dont des échanges internationaux. C'est fantastique, on a besoin de se secouer. Toulouse, malheureusement, de ce côté-là... On a plein de jumelages, mais qui sont un peu fictifs... Atlanta par exemple. Atlanta, il y a 30 ans, c'est les États-Unis. J'ai été l'un des premiers à accueillir ces Américains du jumelage, mais depuis, il ne se fait plus rien. Une vague rencontre. Bologne, Italie, la foire d'exposition, fantastique comme ville de culture, ils s'en sont découragés. Pourquoi nous on vient chaque année vous faire quelque chose, on se précipitait sur les stands, déguster les pizzas italiennes... On n'y est pas allé jamais. Avec la Catalogne, qu'est-ce qu'on a fait ? Pas grand-chose. Saragosse va venir, mais est-ce que nous, nous allons aller à Saragosse ? Donc une fois encore, on a besoin de dynamiser cette culture internationale, qui est beaucoup sur le papier.

**Geo Martinez, La Grainerie :** Je ne vais pas parler Art du cirque, normalement, dans mon intervention. Dans la première partie de mon intervention, je vais reprendre des petites choses. J'ai été un peu tendu par Mr Lucas, dans son aspect ancien Drac, et je connais Kasimir Bisou, et merci encore de cette partie-là. Mais vous ne connaissez plus comment ça peut être irritant pour les associations qui par hasard pourraient avoir des conventions annuelles, donc après, ne sont plus dans le droit « j'ai de l'argent ou pas », c'est marqué, c'est signé quelque part, j'ai une convention annuelle. Vous devez savoir comme moi qu'il y a des institutions, en début d'année, elles ont droit à une partie de cette subvention qui leur a déjà été promise. Ça se fait dans pas mal d'endroits, et ça peut s'améliorer dans d'autres. C'est un exemple. Je pense que Nicky avait oublié de présenter comme ça, je crois que c'est une de ses demandes. C'était une première chose. Je suis encore un peu inquiet dans l'équipe culture qui est en place. On va redire qu'il n'y a pas de DAC, de Directeur des Affaires Culturelles, il n'y en a toujours pas, de directeur général adjoint, comme on voudra. On sait qu'il va arriver plus tard, mais ce n'est pas normal, il me semble. On sait qu'il y a des gens en CDD, dans cette équipe-là, et on sait, je pense, qu'elle est inférieure à l'équipe de Tournefeuille, comme avait dit Nicole, je pense qu'elle est toujours inférieure à l'équipe de Tournefeuille. Donc ça, ce n'est pas quelque chose de rassurant. Même si on a entendu, il y a le Maire qui ne bougera pas, il n'y a pas de souci de ce côté-là. Juste une remarque encore sur l'aspect des budgets. Je pense que dans les Assises culturelles, on a eu une seule séance budget, qui n'était peut-être pas très bien préparée, parce que c'est très complexe de comprendre les manettes de cette grosse machine. Et peut-être qu'à un moment donné, pour nous aider à nous former, ce serait bien d'expliquer : on voit qu'il y a 100 millions de fonctionnement, on voit qu'il y a 10 millions d'investissement, si j'ai bien compris, si j'ai bien lu... Je voudrais qu'on reprenne ce fameux camembert qui est un peu flou, et qu'on se forme pour pouvoir après dialoguer. La troisième des remarques, je voudrais finir par quelque chose qui me préoccupe, même si on sait que là, c'est Pierre Cohen qui tient les manettes, puisque c'est la communauté urbaine, et qu'au 1er janvier 2011, il y a une compétence culture. S'il s'agit de démocratie participative ou pas, et si on sait que le 1er janvier la compétence arrive, si on sait que le 30 juin



il va falloir préparer les conventions juridiques de basculement de telle ou telle chose de la ville de Toulouse ou des communes environnantes. Certes, les communes environnantes ont été réunies il y a environ 15 jours et avancent sur des choses qu'elles doivent rendre, il y a un rétro planning qui est en place. Par contre, sur tout ce qui est des acteurs culturels, sur tout ce qui est des habitants de cette agglomération toulousaine, je ne vois rien arriver, et nous-même, nous n'avons pris aucune initiative. Si on revient à ce qui était dit tout à l'heure, qu'on s'endort à des endroits ou autre. Donc là, je pense qu'il y a un sujet sur lequel on pourrait se réunir entre nous, essayer de savoir... Il me paraîtrait intelligent d'essayer de savoir ce qui a été fait déjà dans tel ou tel endroit de France, puisque nous sommes la dernière agglomération avec Nice. Voilà, de s'emparer de ça. Parce que ça peut nous dépasser à des moments donnés, mais on a peut-être des choses à y dire, on a peut-être des choses à y comprendre, et il y a des enjeux qui vont se jouer à ce moment-là.

**Christine Torrent, Directrice de la MJC d'Empalot :** Je voulais faire 2 remarques. Peut-être ça va tomber un peu à plat, mais dans les côtés un peu positifs que j'ai trouvé dans les changements en tout cas notoires, nous aspirions de tous nos vœux, et je reprendrais un peu ce que vous avez dit: parler de respect, c'est un mot qui me tient à cœur, parce qu'on avait surtout dit ça quand on avait fait les assises de la culture, de ne pas opposer culture savante / culture populaire. Comment ont galéré pendant des années les gens qui travaillaient dans le socioculturel, les associations. On a beaucoup parlé d'éducation populaire en particulier. Et pour tous les acteurs qui œuvrent dans les quartiers, les compagnies et tous les artistes qui travaillent auprès des populations, un des grands changements que nous attendions, c'est une autre façon de nous voir et de nous respecter. Et je dirais

« du jour au lendemain, quand je me retrouve aux mêmes commandes avec les mêmes personnes dans la mise en œuvre du même projet, qui d'un coup est passé de droite à gauche... il faut expliquer qu'avec les mêmes choses et les mêmes personnes, on a carrément changé de politique.

que ça va bien au-delà des subventions puisque c'est un des aspects les subventions, une reconnaissance, mais c'est sûrement pas le premier. La première chose que nous avons pu constater, moi sur le terrain, c'est déjà d'être consulté. C'est-à-dire que nous avons pu parler d'égal à égal. Je dois dire que pour la première fois en 30 ans de carrière à Toulouse, je me suis mis autour de la table avec le directeur du conservatoire de Région, pour parler de la correspondance entre une école de musique, et comment dans un quartier comme celui d'Empalot, on pourrait accueillir une annexe d'un conservatoire de Région. Je ne sais pas si vous vous rendez compte la révolution que ça peut être pour un directeur de rencontrer la directrice d'une MJC, mais c'était presque surréaliste. Alors rien que pour

• *Le paysage politique évolue avec la communauté urbaine qui va se doter d'une compétence culture : quel travail de fond avec les acteurs, avec les habitants, au-delà des questions juridiques de transfert ?*

• *Les acteurs ont à se saisir de la question*

• *Une évolution notable liée au changement de municipalité a été le regard porté sur les acteurs du socio-culturel et les associations*

• *Plus d'opposition entre culture savante et culture populaire*

• *Les acteurs sont désormais consultés*

*Il reste tout de même beaucoup d'insatisfaction, même si la politique a changé*

*Cela prend du temps...*

*L'écart se creuse entre les acteurs qui trouvent le moyen de se rencontrer, de travailler avec les institutions et les populations qui ne le peuvent pas*

*Des rencontres régulières permettent néanmoins d'avancer... jusqu'à signer une charte de l'animation socioculturelle*

*Certains élus dialoguent entre eux, d'autres pas...  
Même chose du côté des acteurs*

*Il manque enfin un vrai pilotage technique au niveau des quartiers*

ça, moi je voudrais dire quand même ici, que c'est hyper positif tout ce qu'on a vécu, et qu'il y a beaucoup de choses qui sont brouillons, beaucoup d'insatisfaction, beaucoup de choses pour lesquelles évidemment il y a des interlocuteurs qui n'ont pas changé. Donc évidemment, du jour au lendemain, quand je me retrouve aux mêmes commandes avec les mêmes personnes, dans la mise en œuvre du même projet, qui d'un coup est passé de droite à gauche...il faut expliquer qu'avec les mêmes choses et les mêmes personnes, on a carrément changé de politique. Ça je pense que ça va prendre un petit peu de temps, si on ne veut pas avoir de langue de bois. Et dans le respect que j'ai du travail que je fais avec les uns et les autres, je pense que de toute façon, ça ne sert à rien de la précipitation, moi aussi dans un premier temps, j'ai eu beaucoup d'insatisfaction, mais j'essaie d'être positive, dans le sens de : embarquée avec nous, et tous les acteurs qu'on est, embarquer avec nous des tas de gens qui attendent avec nous. Parce que nous, on est un peu des portes voix ici ou ailleurs, dans nos quartiers... Mais il y a des tas de gens qui eux aussi espèrent et ne sont nul par représentés. Et je voudrais que nous ici, au-delà de nous et de nos concertations entre nous, et acteurs culturels, parce que je crois qu'on a beaucoup l'occasion de se rencontrer, il y a toutes ces populations qui ne peuvent pas, elles, se rencontrer et pouvoir dialoguer avec des institutions. Et le fossé se creuse énormément tous les jours. Donc, ce que je voudrais dire c'est d'abord une chose : c'est qu'on est en action. Ceux qui ne le savent pas, la municipalité a mis en œuvre des projets politiques entre les différents interlocuteurs de la municipalité, des gens entre socioculturel et culturel. Ils se parlent et c'est en action. C'est-à-dire que nous avons, depuis le mois de décembre, nous avons des rencontres régulières, et nous réorganisons, enfin la municipalité nous propose carrément de cosigner une charte de l'animation socioculturelle. C'est-à-dire qu'on va avoir complètement partie prenante dans le projet culturel. En soi, pour nous, c'est quelque chose qu'on espérait, et qui est en mouvement et donc pour comprendre un peu le sens du débat de ce soir. Pour pas être trop longue, la deuxième chose, et là, je voudrais dire que je suis un peu circonspecte, c'est qu'il y a des élus, et ça, j'en ai parlé au maire, et je pense qu'il en est conscient, il y a des élus qui se parlent, d'ailleurs pas forcément tous du même bord politique, et puis il y a des élus qui ne se parlent pas du tout. Donc sur le terrain, c'est pareil. Il y a des acteurs qui se sont rencontrés, d'ailleurs de façon surprenante, puisque finalement, il y en a qui jouent le jeu et d'autre pas. Et puis des élus politiques, c'est pareil. Moi j'étais très surprise de ne pas avoir de langue de bois. Je m'attendais à ce que tous les élus de gauche de la municipalité s'entendent bien, et tous, ils travaillaient dans le même sens. Je pense, on ne pourra pas faire, et ça, l'intervenant de la charte des politiques culturelles de Lyon, puisque moi j'appelle de tous nos vœux de faire ça à Toulouse, c'est que évidemment que l'action aujourd'hui elle est transversale. Elle est transversale de la culture au socioculturel, ça, ça paraît évident, mais encore plus que le socioculturel, il y a tout l'aspect social, tous les acteurs sociaux qui sont sur le terrain. C'est eux qui sont au plus près des populations, avec qui on travaille. Et donc quand il y a des fossés énormes qui se creusent... Donc ça c'est en marche, il y a des choses qui se font, et pour aller dans le sens que tu viens de dire, je pense qu'il manque quand même de pilotage technique. On avait parlé de médiateur culturel, on peut l'appeler comme on veut. Mais ce technicien qui manque parce que ces interlocuteurs, ils vont être en place,

et peut-être qu'il a manqué une petite étape, c'est entre le projet et la mise en œuvre, c'était qui le met en œuvre. C'est-à-dire que là, il y a un petit décalage de temps. Mais c'est en marche. Et pour finir, je voudrais dire que quand même, c'est important ce que vous disiez, parce que là c'est primordial puisque le conseil municipal et le maire nous y encouragent, à revenir à l'intérieur aussi des quartiers, auprès des populations qui eux, doivent aussi prendre part de ce projet culturel. Et ça, c'est comment on le met en œuvre ensemble. J'espère qu'on aura l'occasion de continuer ce débat et ces actions, de façon un peu plus précise pour ces actions.

**Joël Lécussan :** Ce qui serait intéressant, c'est que les acteurs associatifs soient associés à ces discussions entre le socioculturel et ces interlocuteurs

*« ce type de coopération [modèle lyonnais] suppose d'entériner le fait que les grandes institutions sont intouchables, qu'elles sont préservées et qu'on ne les remettra jamais en question »*

culturels. Je n'ai pas l'impression que l'information circule très largement. Je relèverais quelque chose, puisqu'on a cité plusieurs fois la charte de coopération à la lyonnaise, on va dire, sans faire dans la culture gastronomique, il faut quand même se rendre compte d'une chose, c'est que ce type de coopération suppose d'entériner le fait que les grandes institutions sont intouchables. C'est-à-dire qu'on les préserve à jamais, qu'on ne les remettra jamais en question, on ne fait que tenter de

changer quelque peu l'ambition en associant les acteurs indépendants à des projets dont ils resteraient quand même les maîtres d'œuvre puisque ils sont les tenanciers de la bourse. Et que ça pose question.

**Philippe Metz :** André Minvielle, il dirait «des mots maudits». Moi je suis fatigué un peu de cette forme de débat. Je suis fatigué du pseudo participatif. Je pense qu'on ne peut pas continuer comme ça. Si je prends l'exemple de JOB, on y traîne nos savates depuis quelques années... À JOB par exemple, c'est les habitants, c'est les associations, c'est les anciens ouvriers de JOB, c'est des gens qui travaillent depuis des mois et des années collectivement ensemble, qui me disent « mais attends nous, le problème c'est pas le bâtiment, c'est pas ce qu'on y fait dedans, c'est le projet de quartier ». Et si les gens ont cette intelligence collective pour dire ça, c'est parce qu'ils militent ensemble, ils n'attendent pas le débat. Ils n'attendent pas les mots maudits. Ils n'attendent pas qu'on se prenne la tête, les uns les autres. Moi, la déclaration de l'agenda 21, ouais, je signe de suite, tous ici. Peut-être ce qui est monstrueux, c'est que les politiques sont plus fort que nous. Ils le font mieux la politique culturelle que nous. Ils écrivent mieux que nous, ils pensent mieux que nous, ils disent mieux les choses que nous. C'est-à-dire qu'en fait, ce qu'il me semble, c'est qu'on est capable d'une expertise collective, mais le problème, c'est si on se voit pas entre les moments des débats, c'est-à-dire si on ne se revoit pas entre nous à travailler dans nos organisations, etc. Et c'est ça l'éducation populaire, c'est ça le tissu vivant qui existe dans l'éducation populaire. Si

*Pour que les populations prennent part au projet culturel, la question de la mise en œuvre reste encore posée*

*Les discussions entre acteurs culturels et ceux du socioculturel n'ont pas un grand écho*

*Concernant le modèle lyonnais de coopération culturelle, il y a sans doute un risque à ce que les institutions ne soient jamais remises en question dans leur rôle de maîtres d'œuvres...*

*Le pseudo participatif semble loin de ce qui mobilise les gens, les acteurs associatifs et les populations sur les quartiers, qui militent ensemble*

*Tous ces acteurs sont capables d'une expertise collective à condition de dépasser le seul stade du débat*

*Les collectivités, services, élus, avancent sur les dossiers*

*Aux acteurs de faire de même*

*Il manque un observatoire qui puisse apporter des chiffres*

*Pour nourrir les échanges, il faut une meilleure évaluation*

*Un bilan provisoire peut être initié, les échanges de ce soir l'ont montré*

*Des inquiétudes fortes remontent*

*Il ne s'agit pas seulement de prendre à l'un pour donner à l'autre mais de se demander qui est l'un et qui est l'autre...*

on ne fait pas ça, on est mort. Entre temps, ils travaillent les politiques, ils ont des gens comme Fourreau, ou d'autres, qui planchent sur les trucs, ils y bossent. Et si nous, on n'y bosse pas, et ben voilà, à chaque fois on va venir au débat, on va parler plus ou moins bien de nos galères, et puis on va repartir déçu, on n'aura pas dit ce qu'on voulait... et c'est le bordel. Et c'est cette expertise collective qui nous fait par exemple, quand on décide de changer une semaine avant, ou 15 jours, 3 semaines, le 21 juin qu'on décide de faire quelque chose, on y arrive. Parce que on est un peu relié entre nous, et on sait monter une programmation vite, et faire des choses, je crois qui ont été intéressantes. Et là, on les reprend cette année, on se retrouve les mêmes, et à nouveau on espère faire... Mais c'est parce qu'on est un minimum réunis entre nous. Ce qui me manque aussi, moi, et je l'ai vu et je l'ai regretté pendant le périple des assises, c'est un observatoire. Je voulais le dire hier soir, mais Eric ne m'a pas donné la parole, alors pour vous, qui êtes candidate à la Région, et toujours première adjointe, il n'y a pas d'observatoire. Il n'y a pas de chiffres. Donc on n'a même pas pour se mettre sous les dents et s'affronter enfin réellement par rapport à une politique, on n'a pas de chiffre, on n'a pas de mode d'évaluation. Donc on parle, amis des mots maudits. Vous savez que le Couac a des éléments de ressource, qu'on est capable de mener une expertise. C'est pas pour vendre le Couac, mais on pourrait passer à ça aussi. Mais à un moment donné, il faut que nos paroles rejoignent des gestes, et qu'on apprenne à faire ensemble pour mieux vivre ensemble. Mais si on ne fait pas ensemble, si on ne fabrique pas ensemble, ça va être compliqué. Les mots ils seront toujours là, mais le reste...

**Joachim Sanjer, comédien à l'Agit et membre du CCAC :** J'en profite parce qu'on l'a évoqué quelques fois pour en parler, de la réunion et de ce qui a commencé à se faire. Avant ça, je voulais répondre, on parle ici d'une sorte de bilan, au bout d'un an du projet culturel. Hamza, tu disais tout à l'heure que c'était un peu tôt, en fait, on voit qu'il y a plein de choses qui sortent, que le bilan provisoire, on peut commencer à le faire. On a vu, je ne vais pas répéter tout ce qui a été dit, mais c'est vrai qu'à travers, je vais prendre Rio loco, la Novela, etc. Dans ce bilan, c'est sûr qu'il y a des inquiétudes. Je reprends ce qu'a dit Christine Torrent, sur les élus qui se parlent ou pas... Quoi qu'il en soit, dans le bilan, d'ores et déjà, il y a des inquiétudes fortes. Les inquiétudes, elles pouvaient être là avant, oui il y a des choses qui ont été posées avec le projet culturel, après c'est ce qu'on en fait, comment on le lit, etc. Moi pour le lire, ce qui est aussi une source d'inquiétude, c'était la phrase qu'on a tous entendu, c'est « il ne faut pas déshabiller Pierre pour habiller Paul ». Je suis désolé de reprendre ça et peut-être de faire un jeu de mot éculé... Le problème ce n'est pas de déshabiller Pierre pour habiller Paul, mais le problème, c'est qu'il y a Pierre et Mamadouma, et que Pierre a un anorak, une polaire, et Mamadouma est en boubou, il fait froid. À partir de là, voilà, ça reprend tout ce qui a été dit sur la question du 2%, je ne connais pas exactement les chiffres, mais de pourquoi on n'est pas dans une centralité... Ce que je veux dire, c'est qu'il y a du positif, une masse connue, un consensus, une co construction, quelque chose d'une éthique, une base sur laquelle on peut discuter... Après, qu'est-ce qu'on en fait, c'est évidemment avec, à mon avis, on parle de politique, donc à partir de là, il y a une question de rapport de force, de vigilance, de ne pas s'endormir. Ça a été dit aussi. Voilà,



parce que simplement, il y a urgence. L'Agit est à Empalot, on en parlait. Christine en parlait tout à l'heure, il y a une grande urgence. Il ne s'agit pas pour nous, et je dis nous, je me mets dedans, acteurs culturels, ose dire on a quelques ouvertures, on attendait ça depuis longtemps, ça doit donner les moyens pour se bouger, créer, se questionner, croiser des choses... Je pense que tout ça a été un peu dit, mais bon, tant pis je les redis. J'en viens au CCAC sur le même mode. Donc tout ce que je voulais dire, c'est une vigilance, je parlais de la Novela par exemple, parce que notamment, ce qui est clair dans l'inquiétude face au départ de Nicole Belloubet, l'inquiétude face aux décisions, il y a un très beau projet culturel, qui met l'accent sur les quartiers, etc. mais ce qu'on voit, c'est ce problème-là, de ne pas toucher aux institutions culturelles. Bon, c'est acté, ça suppose qu'il n'y a pas, qu'il n'y aura jamais de centralité de ce qui se fait au plus près. Parce qu'on sait très bien que, hier on parlait de la taxe professionnelle, on sait bien qu'on n'est plus dans l'époque, dans le moment où on va construire, où les collectivités locales pourront impulser des vrais dynamiques, des vrais changements. Voilà, excusez-moi, je me perds un peu... En tant que membre du CCAC, les inquiétudes sont là aussi. Je rejoins la question, je pense qu'il y a des problèmes de tâches, de l'ampleur de la tâche. La première réunion, il n'y a pas eu d'ordre du jour, on n'a pas de contact entre les membres du CCAC. Je crois être le seul membre du CCAC ici, si ça doit être quelque chose de participatif... Il y en a d'autres, donc il y en a quelques autres, mais peu. Ce que je veux dire, c'est qu'on pose des ordres du jour, aujourd'hui, j'ai reçu l'ordre du jour pour la réunion du 5, donc sur la deuxième réunion, c'est vrai que c'est mieux. Par contre, est-ce qu'on aura les outils, les moyens d'échanger ensemble ? Je n'ai aucun contact, à priori, avec les autres membres du CCAC, j'ai demandé, j'espère que je l'aurai. Je n'ai pas de mail par exemple.

**Nicole Belloubet :** Vous avez les adresses mail dans tous les envois...

**Joachim Sanjer :** Non

**Nicole Belloubet :** Je vous assure que si

**Joachim Sanjer :** Par rapport à cette urgence, j'invite aussi tout le monde à se soucier, à nous presser, nous, membres du CCAC, pour que chacun fasse sa part.

**Salah Amokrane :** Petit coup de pression, Joachim parce qu'il est 22h55, donc on va conclure et clore...

**Nicole Belloubet :** 4 points. 1er point sur Rio loco parce que je n'avais pas répondu tout à l'heure. Simplement que là encore, un peu plus lentement que je n'aurais souhaité, on a fait un certain nombre de choses qui ne sont pas encore terminées. 3 choses :

- On ne pouvait pas faire de cahier des charges, puisque c'est un service en régie municipale. Mais nous avons donné à la directrice artistique une lettre de mission. Cette lettre de mission reprend des objectifs qui pour nous, ville, étaient essentiels. A savoir, entre autre, un lien très affirmé sur le territoire, la volonté, chaque année dans un quartier précis, de développer une action plus soutenue, un travail d'action culturelle, etc. Cette lettre de

*Le contexte actuel présente divers aspects :*

- pas touche aux institutions,
- la culture de proximité n'est pas le premier enjeu
- dans les resserments budgétaires présents, les collectivités n'ont plus vraiment les moyens d'impulser de véritables dynamiques

*Le CCAC ne semble pas prendre suffisamment l'ampleur de la tâche*

*Peu de moyens sont mis à disposition pour échanger dans ce cadre*

*Sur Rio Loco, la Ville a donné à la directrice une lettre de mission qui met l'accent sur le lien avec le territoire, à travers un projet d'action culturelle sur un quartier*

*Un groupe d'élus travaille  
autour des thématiques, des  
budgets*

*Un groupe de concertation sera  
réuni, composé de différentes  
associations qui travaillera en  
lien avec le festival*

*Le budget fera l'objet d'une  
présentation et d'un échange  
lors d'un prochain Lundi de la  
Culture*

*Le fonctionnement a augmenté  
sur le budget 2010*

*Il y a eu des revalorisations  
de salaires des musiciens du  
Capitole*

*Les subventions au  
fonctionnement des projets des  
associations indépendantes  
sont passées de 9 à 11 millions  
d'euros*

mission sera communiquée. Nous nous réunissons la semaine prochaine, un groupe d'élus qui va faire des propositions au maire sur un certain nombre de thématiques, qui seront celles du festival par exemple quel sera l'invité de l'année prochaine, quel sera le budget, etc. Nous avons là un certain nombre de thématiques qui seront proposées par un groupe d'élus. Je réunirai, dans la deuxième quinzaine du mois de mars, un groupe de concertation, qui sera composé de différentes associations qui travaillera sur le lien avec ce festival du Rio loco, dont je redis ici que c'est un festival municipal. Je ne suis pas allée plus vite sur ce dossier parce que je me suis laissée déborder. En tout cas, ces trois points-là, lettre de mission, groupe de suivi d'élus, groupe de concertation avec des associations, ont été réalisés ou vont être mis en place. Evidemment ça aura moins de sens pour l'année 2010 que pour l'année 2011. Deuxième observation par rapport à des éléments, à des modalités d'action. Il y a trois points qui ont été évoqués, le budget, les personnels, la communauté urbaine. Sur le budget, je tiens absolument à ce que, non pas le prochain lundi de la culture, mais le suivant, nous reprenions le budget ensemble. Il n'a rien de secret ce budget. En deux mots simplement vous dire ici que le budget, cette année, le budget culturel de la ville est passé de 100 à 110 millions. Il est donc passé de 15 à 16,5 % du budget de la ville. Que sur ces 110 millions, ce n'est pas l'investissement qui est augmenté, mais bien le fonctionnement. Et au sein du fonctionnement, 4 millions en plus pour le personnel, 3 millions en plus pour les projets de fonctionnement hors personnel. Tous ces chiffres-là je vous les donnerais évidemment. Je voudrais aussi vous redire ici ce qui a été dit à plusieurs reprises. [Joël : Dont les musiciens de l'orchestre du capitole] Absolument. Puisque vous le savez, sur les musiciens de l'orchestre du Capitole, qui pour nous est un atout fort, on tient à le dire ici, on a revalorisé les salaires, et nous nous sommes engagés à un recrutement progressif de 20 musiciens supplémentaires sur 3 ans. [Joël : Ce qui fait causer tous les orchestres nationaux de France, de manière assez exemplaire] Je ne sais pas comment il faut prendre le mot exemplaire, mais en tout cas, c'est une idée que nous défendons. Nous sommes d'ailleurs en discussion avec l'ensemble des autres...sur le plan salarial, des autres artistes liés à l'orchestre. C'est à dire le chœur, et l'ensemble des autres personnels. [salle inaudible] Je n'ai pas dit cela, j'ai dit pour le moment, nous sommes sur le chœur, les musiciens, et les autres personnels. Pour le moment, le ballet n'est pas encore traité. Ensuite, je voudrais aussi quand même souligner ici, parce que j'entends tout bien sûr, mais que entre le budget 2008 et le budget 2009, que nous maîtrisions, le budget 2009, je vous l'avais expliqué, vous vous en souvenez sûrement, il y a une somme sur le budget culture, une sommes globale de 9 millions d'euros qui est une somme libre, en quelque sorte. Donc c'est sur cette base-là, donc à peu près 10% du budget, c'est sur cette base-là que sont assurés les subventions sur le fonction-

« Sur l'aspect redistribution équitable des financements, évidemment tout cela prend du temps. Il y a plusieurs manières de faire non exclusives l'une de l'autre »

nement des projets des associations indépendantes. Cette somme qui est passée de 9 à 11 millions d'euros. Évidemment, elle sera maintenue en 2010 à la hauteur de 2009. Ça, c'est sur les éléments objectifs, j'insiste un tout petit peu, je ne sais pas s'il y a beaucoup d'autres villes qui ont opéré ce mouvement-là. Je voudrais aussi dire que sur l'aspect redistribution équitable des financements, ce sont les mots qu'a évoqué Nicky tout à l'heure. Sur l'aspect redistribution équitable des financements, évidemment tout cela prend du temps. Il y a plusieurs manières de faire, je l'ai dit hier soir, je le redis ici. Et ces manières-là ne sont pas exclusives l'une de l'autre. Joël, quand tu dis, au fond, si on exporte le modèle charte de coopération culturelle de la ville de Lyon, ça veut dire qu'on laisse les institutions piloter les projets. D'abord, ce ne sont pas les institutions qui pilotent les projets dans ce cas-là, ce sont réellement des projets qu'on construit, et ensuite, cette coopération-là, qui est une manière de contraindre les institutions à repenser leur fonctionnement, cette manière-là n'est pas exclusive d'une autre réflexion qui est à conduire sur ce qui, au sein des institutions, peut faire l'objet d'économies, de modifications importantes. Et cette réflexion-là, aujourd'hui, elle n'est pas terminée au sein de la ville. Du tout. Donc je ne sais pas, pour reprendre ce que disait tout à l'heure Joachim, les choses ne sont pas du tout terminées de ce point de vue-là. Sur le personnel de la ville, qui travaille pour la culture, le Directeur des affaires culturelles devrait être nommé sous quelques semaines. Il est à ce stade pressenti. Il devrait donc être nommé assez prochainement. Et puis, je pense qu'il y a des évolutions qui vont intervenir assez rapidement. Sur les personnels, il faut dire aussi que nous venons de recruter, ce qui pour nous a une importance considérable, je l'ai dit hier, nous venons de recruter une personne qui aura en charge la formation théâtrale au sein du conservatoire, mais ce faisant, c'est une personne qui va aussi contribuer à la réflexion globale sur le théâtre. Ce qui pour nous est tout à fait important. Et puis je pense qu'il y a d'autres décisions qui vont être annoncées, notamment dans la suite de l'étude musiques actuelles, et puis dans la suite des projets que nous conduisons ensemble, notamment sur la place Abbal. Donc la structuration progressive, je trouve à titre personnel, c'est vrai plus on est de fous plus on s'amuse, plus on rit, mais c'est un peu compliqué, mais ça se structure progressivement. Les choses sont en train de se construire. Enfin sur la communauté urbaine de Toulouse, je voudrais très brièvement dire ici qu'on est dans un processus là aussi de construction. L'ambition portée par le président du Grand Toulouse, du point de vue de la culture, n'est évidemment pas comme le craignait, comme on feint de le craindre un certain nombre de maires de la communauté urbaine, ce n'est évidemment pas le fait que le Grand Toulouse va s'approprier l'ensemble du projet culturel de tel ou tel des 25 villes de la communauté urbaine. Il s'agit bien de travailler sur 2 facteurs que sont l'identité et la solidarité au sein de la communauté urbaine. D'une part, de prolonger l'action de la communauté urbaine, en direction des nouveaux territoires de l'art. D'autre part de repérer, puisque ça a été ça l'élément fédérateur de la compétence culture du Grand Toulouse, d'autre part, donc autour de cette question d'identité et la solidarité, de repérer les projets, et enfin, de définir quels sont les « quelques » équipements culturels qui sont d'intérêts communautaires, et qui dans ce cadre-là seraient pris en charge par la communauté urbaine de Toulouse. Qui est actuellement la seule entité dont la fiscalité est dynamique. Vous parliez tout à l'heure de la suppression de

*Cette somme sera maintenue en 2010*

*Il y a plusieurs manières, non exclusives, de redistribuer équitablement les financements*

*Le principe de charte de coopération est une manière de contraindre les institutions à repenser leur fonctionnement*

*D'autres pistes sont à conduire pour identifier ce qui peut faire l'objet d'économies*

*Nominations prochaines pour la Ville :*

*- un directeur des affaires culturelles*

*- une personne en charge de la formation théâtrale au sein du conservatoire et qui contribuera à la réflexion globale sur le théâtre*

*Des décisions vont être annoncées dans le domaines des musiques actuelles, sur le projet d'équipement place Abbal*

*Concernant la CUGT, il s'agit de prolonger l'action en direction des Nouveaux Territoires de l'Art, de repérer les projets qui peuvent s'inscrire dans ces deux facteurs d'identité et de solidarité et de définir les quelques équipements culturels d'intérêts communautaires*

*La culture est un enjeu majeur de citoyenneté, c'est donc bien un objet politique*

*Le projet est conçu comme une confrontation des pluralités culturelles plus que comme une acceptation de la diversité culturelle*

*...avec la volonté de former l'esprit critique des «citoyens incommodes»*

*La Ville et les autres collectivités se débattent dans un contexte difficile avec un volontarisme politique*

*Les constats qui ont été établis ce soir invitent à poursuivre ensemble l'examen de ces questions de pluralité culturelle, de confrontation des pluralités*

*D'autres éléments sont nécessaires, chiffres, bilans, à aller chercher pour les approfondir ensemble avant de débattre de nouveau avec les élus*

la taxe professionnelle, il y a encore une collectivité qui a une fiscalité dynamique, c'est la communauté urbaine. Nous sommes donc là dans une réflexion qui est progressive, qui n'est pas du tout aboutie. [Philippe Metz : qu'est ce que ça veut dire une fiscalité dynamique ?] Prochaine séance. Troisième point, je voudrais moi aussi remercier le Dr Kazimir Bisou de ses propos. Dire que la culture comme objet politique, c'est bien ainsi que nous l'avons envisagée dans le projet culturel. Et quand nous écrivons que la culture est pour nous un enjeu majeur de citoyenneté, c'est bien là l'objet politique. Et cet objet politique, je ne veux pas rentrer dans le détail, mais on le veut d'ailleurs, et ce serait encore un autre débat, on le veut d'ailleurs plus conçu comme une confrontation des pluralités culturelles que comme une acceptation de la diversité culturelle. Mais là aussi, je pense que ça pourrait faire l'objet d'un autre débat. Je sais que le terme diversité culturelle, c'est le terme de la charte de l'Unesco, c'est d'ailleurs aussi le terme qui est dans le traité sur l'union européenne qui est en vigueur depuis le 1er décembre 2009. Mais moi je préfère le terme de pluralité culturelle. Ce serait l'objet du troisième débat. Dans tous les cas, c'est pour nous un objet politique, et je dis souvent, pardonnez-moi pour ceux qui me l'ont entendu dire 10 fois, 50 fois, que tout cet objet-là, c'est vraiment pour former, comme le disait Condorcet «des citoyens incommodes». Il n'y a pas de culture sans cette volonté de développer l'esprit critique et de former des citoyens incommodes. Et enfin, à Jamal El Arch à qui je n'avais pas répondu tout à l'heure, qui parlait de bilan très maigre, à Mr Metz qui parlait d'endormissement : mais mes chers amis, nous sortons de 37 ans d'une politique culturelle de droite. Nous sommes en plein dans la RGPP, dans la révision générale des politiques publiques. Et mon ami, à titre personnel, qu'est Dominique Paillarse, tous les matins il me téléphone pour dire « A non, là je ne peux plus, là non, tu sais, je vais me retirer ». Et alors, qu'est-ce que nous ferions s'il n'y avait pas les collectivités territoriales, qu'est-ce que nous ferions s'il n'y avait pas le volontarisme de la ville, quels que soient les griefs, et je les entends fort bien, que vous pouvez apporter. Voilà, je suggère que le prochain débat ait lieu aux Abattoirs, n'est-ce pas Pierre. Je t'expliquerai tout ce qu'on fait pour les 10 ans, à moins que ce débat n'ait lieu à la Chapelle.

**Salah Amokrane :** En tout cas, pour ce qui est du prochain débat, prochain débat du Couac... Ce soir, on a choisi de faire comme ça, ce qu'on suggère, c'est qu'on travaille en dehors, à partir de ce qui s'est dit, à partir des constats qu'on fait. Quand Nicole Belloubet dit qu'elle est plus intéressée par le concept de pluralité culturelle, par la confrontation des pluralités, c'est éventuellement des sujets dont on peut se saisir pour ensuite continuer à appuyer. La question se pose, et à nous de vérifier si ça s'incarne dans nos projets ou pas, tout ça on peut en discuter... Je pense que la balle est dans notre camp, on a fait un débat ce soir, on va en refaire un dans 2 ou 3 mois, mais quand Philippe tu disais les histoires d'observatoire, est-ce qu'on est obligé de l'attendre pour aller les chercher... C'est vrai que jusqu'à présent au Couac, on fait comme on peut, une petite équipe, de plus en plus petite d'ailleurs, puisqu'on a une équipe permanente qui se réduit, et puis ensuite voilà, c'est la merde pour toutes les associations, c'est un peu toujours les mêmes personnes, c'est aussi un appel à ce qu'on puisse continuer à travailler ces sujets-là, à les approfondir ensemble, avant de les mettre en débat avec nos chers élus.



**Joël Lécussan :** Que le CCAC se sente un peu moins perdu.

**Jean-Michel Lucas :** Le Couac s'est posé la question dans quel sens, et sens, ça veut dire quelles valeurs, quelle direction. Et je voudrais simplement que vous gardiez un œil sur cette conception de la vie culturelle que vous avez, que vous puissiez l'associer à ce qu'on appelle la créolisation du monde. Et ce serait bien que Toulouse soit pilote de la créolisation du monde. Et là où vous verrez que ce n'est pas la culture pour tous, c'est un peu plus compliqué... Merci d'avoir cité le Dr Bisou, qui est pour la confrontation du sens et des valeurs d'une culture, je n'arrête pas de l'écrire... Il y a certainement un référentiel à poser là, collectivement, pour une nouvelle éthique de politique culturelle.

\*\*\*

*Cette conception de la vie culturelle mériterait d'être associée au concept de «créolisation du monde»*

*Toulouse pourrait être pilote en ce domaine...*

# LEXIQUE

**ACTEURS** 4-13, 15, 18-21, 25-28, 32-34, 36

ASSOCIATIFS 8, 9, 12, 15, 35

CULTURELS 5, 9, 10, 12, 17, 18, 21, 23, 24, 27, 33, 37

DES QUARTIERS 7, 17

DE L'AUDIOVISUEL 18

DE L'ÉTÉ 18

DU TERRITOIRE 15

INDEPENDANTS 32, 35

INFANTILISÉS 12

POLITIQUES 12

SOCIAUX 34

**ARGENT** 10, 20, 21, 25, 26, 30, 32

**ARNAUD BERNARD** 12, 16

**ARTISTES** 26, 38

**ART(S)** 26, 30

BEAUX- 19

CONTEMPORAIN 5, 21, 30, 31

DE LA RUE 21

DU CIRQUE 32

NOUVEAUX TERRITOIRES DE L' 39

NUMÉRIQUES 13

MARCHÉ DES 16

PLASTIQUES 25

**ASSOCIATIONS** 18, 30, 32, 33, 35, 40

CULTURELLES 11, 19

INDÉPENDANTES 15, 38, 39

**BILAN** 7, 9, 11, 12, 25, 27, 28, 31, 36, 40

**BUDGET** 4, 6-11, 17, 25, 26, 32, 38

**CAHIER DES CHARGES** 5, 8, 9, 37

**CHARTRE**

DE COOPÉRATION CULTURELLE 15, 34, 35, 39

DE L'UNESCO 27, 29, 40

DE L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE 34

DES ÉVÉNEMENTS ÉCO-RESPONSABLES 14

**COMMUNICATION** 7, 8, 11, 13, 16, 18, 29, 31

**CONCERTATION** 4, 7, 8, 10, 15, 23, 24, 27, 34, 38

**CONSEIL CONSULTATIF DES ARTS ET DE LA**

**CULTURE** 4, 15, 16, 20, 28, 36, 37, 41

**COOPÉRATION** 9, 15, 35, 39

**COUAC** 4, 5, 7, 9-11, 14, 16, 19, 20, 24, 25, 27-30, 36, 40, 41

**CRITIQUE** 4, 6, 7, 12, 24, 28, 40

**CULTURE**

AGENDA 21 DE LA\_ 4, 15, 16, 22-26, 35

ASSISES DE LA\_ 4, 12, 14

COMPÉTENCE 33, 39

DE PROXIMITÉ 37

EN MOUVEMENT 12, 14

GASTRONOMIQUE 35

INTERNATIONALE 30, 32

LUNDI DE LA\_ 16, 38

POPULAIRE 29, 33

SAVANTE 33

SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE 17

**DÉBAT** 4, 5, 7-10, 12, 14, 20, 21, 27-30, 34-36, 40

**DÉMARCHE** 5, 9, 14-16, 20, 27, 29, 30

**DÉMOCRATIE** 12

PARTICIPATIVE 8, 24, 32

**DIALOGUE** 4, 8, 11, 16, 18, 30, 32, 34

CADRE DE 5, 11

**DIGNITÉ** 22, 23, 27

**DROITS CULTURELS** 22, 23, 27

**ÉCOLES** 16, 17, 19, 22, 30, 33

**ENGAGEMENTS** 4, 22, 28

**EQUIPEMENT** 16, 17, 20, 39

**ÉTHIQUE** 23-26, 29, 36, 41

**EUROPE** 9, 21, 31, 40

**ÉVALUATION** 23, 27-29, 36

**FESTIVAL(S)**

FAITES DE L'IMAGE 13

LA NOVELA 4, 36, 37

PASSE TON BACH 13, 14

PRINTEMPS DE SEPTEMBRE 5, 31

RIO LOCO 4, 8-10, 18, 20, 27, 36-38

TOUCOULEURS 7, 8

**FONCTIONNEMENT** 6, 13, 21, 25, 32, 38, 39

**GENS** 4, 6, 7, 10, 12, 19, 21, 22, 25, 26, 28, 32-36

**GOVERNANCE** 7, 10, 11, 20, 23

**GROUPES** 10, 11, 14, 22, 23, 38

**IDENTITÉ(S)**

CULTURELLE 23, 26

NATIONALE 12

\_ ET SOLIDARITÉ 39

**INTERACTION** 23, 26, 27

**INTÉRÊT**

COMMUNAUTAIRE 39

GÉNÉRAL 21-24

PUBLIC 25

**INTERROGER** 12, 21, 26

**INVESTISSEMENT** 16, 32, 38

**LA GRAVE** 15

**LYON** 9, 15, 34, 35, 39

**MARGE** 25, 26

**MÉMOIRES** 9, 12, 17

**MÉTIER** 6, 21

**MÉTROPOLE**

CRÉATIVE 17

ÉQUILBRÉE 18

PARTICIPATIVE 15

SOLIDAIRE 16, 17

MUSÉE 22, 25, 31

MUSIQUES ACTUELLES 4, 7, 15, 39

NICOLE BELLOUBET 4, 5, 7, 9-11, 14, 16, 24-30, 36, 40, 41

PATRIMOINE 29, 30

PERSONNES 6, 13, 17, 19, 21-28, 30, 1, 33, 34, 38-40

PIERRE COHEN 10, 14, 17, 18, 32

POLITIQUE

LA\_ 9, 10, 23, 24, 27, 32, 36, 40

CHAMP 12, 27, 28

CULTURELLE 4, 5, 7, 10, 20-23, 26, 34, 40, 41

ENGAGEMENT 26

MILITANT 29

VOLONTARISME 40

POUVOIR

CONTR-\_ 11

CONTINUER A FINANCER 19

ÉCHANGER 5

DIALOGUER 32, 34

FAIRE 26

PARTICIPER 31

PROPOSER 16

PUBLIC 12

SE REPÉRER 11

SOUFFLER 20

TRAVAILLER 8

PROCESSUS 4, 12, 23, 28, 39

PROJET(S)

D'ACTION CULTURELLE 37

CULTUREL 4, 5, 8-10, 12-14, 16-24, 26-28, 34-37, 40

ISSUS DES QUARTIERS 7, 16, 20, 35

POLITIQUE 26

URBAIN 14, 15

PUBLICS 23, 31

QUARTIERS 7, 8, 9, 34

ÉCO-\_ 11

POPULAIRES 7, 12, 16, 17, 20, 22, 33, 35, 37

RÉFÉRENTIEL 23, 41

SAINT-CYPRIEN 16

SERVICE(S)

COMMUNAUTÉ URBAINE 13

COMMUNICATION 13

CULTUREL 32

PUBLIC 25

SOCIOCULTUREL 8

TECHNIQUE 13

SOCIÉTÉ 22, 26, 30

SUBVENTIONS 6-8, 13, 21, 24, 26, 28, 33, 38

TEMPS 4, 6, 9, 11, 27, 28

ÇA PREND DU\_ 34, 38, 39

D'ÉCHANGE 2, 5

D'ÉVALUATION 29

DÉCALAGE DANS LE\_ 34

LONG\_ 9, 13, 28, 37

QUI MANQUE 29

TOULOUSE 4, 7, 8, 12, 13, 15, 16, 18-20, 23-26, 29-34, 41

CAPITALE 31

CRÉATIVE 4, 13

DÉPÊCHE DE\_ 10

EN PISTE 4

ESTIVE 4, 13, 18

GRAND\_ 13, 39

IN BIKINI 7

TÉLÉ\_ 9

UP 4, 7, 17

TOURNEFEUILLE 31, 32

TRAVAIL(LLER) 5, 6, 13-16, 20, 22, 27, 38-40

A L'INTERNATIONAL 9

AUPRES DES POPULATIONS 33

AVEC LES INSTITUTIONS 34

D'ACTION CULTURELLE 37

DANS LES QUARTIERS 17

DE CONCERTATION 15, 19

DE FOND 30

DE PARTENARIAT 12

D'INFORMATION 6

ENSEMBLE 8, 12, 18, 23

SUR LES MARGES 25

SUR LES MEMOIRES 9

VIE

CULTURELLE 41

LOCALE 30

NUMÉRIQUE 18

PUBLIQUE 23

QUOTIDIENNE 21

SUR\_ 21

VILLE 4, 7-9, 12, 13, 15, 17, 18, 21, 22, 31, 32, 39

CENTRE 9, 23, 31



collectif urgence d'acteurs culturels